Russel Bouchard (2003)

(historien)

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean
(et la Côte-Nord)

«Notre Terre à Nous Aussi»

Manifeste pour une
«**Approche** – vraiment - **commune**»

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de:

à partir de:

Russel Bouchard (2003)

**Le Saguenay-Lac-Saint-Jean (et la Côte-Nord)
«Notre Terre à Nous Aussi». Manifeste pour une
«Approche - vraiment – commune »**

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Russel Bouchard (2003), Le Saguenay-Lac-Saint-Jean (et la Côte-Nord). «Notre Terre à Nous Aussi». Manifeste pour une «Approche - vraiment – commune ». Chicoutimi – Saguenay, 1^{er} trimestre 2003, 92 pp. [À compte d’auteur]

Éditions numérique réalisée avec l’autorisation formelle de l’auteur
accordée le 10 mars 2004.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft
Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Mise en page complétée le 20 mars 2004 à Chicoutimi, Québec.

Remerciements

L'édition numérique de ce Manifeste n'aurait pu être réalisée sans l'autorisation expresse de l'auteur, mon ami Russel Bouchard, historien délinquant de Chicoutimi, qu'il m'a accordée le 10 mars 2004.

Je lui suis profondément reconnaissant de nous permettre de rendre ce deuxième manifeste sur l'Approche commune.

Table des matières

[Le drapeau du Saguenay-Lac-Saint-Jean](#)
[Déclaration du 14 juillet 2000](#)

[Avant-propos](#)

[Manifeste](#) Le Saguenay-Lac-Saint-Jean (et la Côte-Nord): « Notre Terre à Nous aussi »

- [Le corpus de L'Approche commune](#): le retour à la loi tribale!
- [Les Canadiens français](#), eux aussi des autochtones canadiens en vertu de l'article 35
- [Pour une Approche - vraiment - commune](#): une quatrième chaise pour les autochtones canadiens-français et pour les allochtones du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord

[Annexes](#)

- 1- Russel Bouchard, [La débâcle](#)
- 2- Russel Bouchard, [J'ai fait un rêve où nous marchions côte à côte...](#)
- 3- Russel Bouchard, [Ces cimetières que vous réclamez sont aussi les miens!](#)
- 4- Russel Bouchard, [À ceux et celles de mon Pays intime qui s'affrontent présentement pour la survie et la survivance](#)
- 5- Russel Bouchard, [Le dérapage du discours des chefs ilnutsh](#)
- 6- Russel Bouchard, [Les droits ancestraux des Ilnutsh: le lourd fardeau de la preuve leur incombe!](#)
- 7- Russel Bouchard, [Vous avez dit... Nitassinan!?](#)
- 8- Russel Bouchard, [De l'hérédité de l'inégalité des chances et du faux sens commun](#)
- 9- Russel Bouchard, [Les droits collectifs, les droits individuels et les « gosseux de poils de grenouilles » de M. Chevrette!!!](#)

La Société historique du Saguenay:
<http://www.shistoriquesaguenay.com/Drapeau.htm>

[Retour à la table des matières](#)

Le drapeau du Saguenay-Lac-Saint-Jean a été adopté en 1938, dans la foulée des fêtes du centième anniversaire de l'ouverture de la colonisation agricole à la Grande-Baie; devançant ainsi de dix ans celui de la province de Québec. Le vert feuille symbolise la forêt; le jaune symbolise l'agriculture; le gris argent symbolise le commerce et l'industrie; le rouge vif symbolise le sang de ses fondateurs descendants d'autochtones et autres; et la croix symbolise la foi catholique des communautés fondatrices.

- Illustration de la couverture: courtoisie et collaboration d'Alain Dumas, photographe professionnel, Chicoutimi.

- Montage et conception graphique: Russel Bouchard.
- Correction des textes: Madeleine Bouchard.

Russel Bouchard,
33 St-François,
Chicoutimi, Qc.,
Canada.
G7G 2Y5
(418-543-0962)

Déclaration du 14 juillet 2000

[Retour à la table des matières](#)

Nous dénonçons sans nuance le Traité conclu, à l'insu des citoyens du Saguenay-Lac-Saint-Jean, entre le Gouvernement du Québec et des Amérindiens.

Nous déclarons que les citoyens de cette région n'ont jamais donné mandat à leurs députés et représentants territoriaux de laisser le gouvernement aliéner ces immenses portions de notre territoire régional sans aucune consultation populaire.

Nous refusons de reconnaître ce traité et sa légitimité s'il ne reçoit pas l'aval démocratique, par référendum, des citoyens du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Nous enjoignons nos élus de voir à ce que soit enclenché un processus de consultation populaire sur ce traité et sur tout projet pouvant entraîner une aliénation de notre territoire patrimonial et de ses ressources.

À défaut de donner suite, nous comprendrons que nos élus et le Gouvernement du Québec s'entendent pour nous exproprier de notre région sans que nous n'ayons rien à y dire.

Nous déclarons solennellement:

Que le territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean et toutes ses ressources appartiennent aux citoyens et aux citoyennes qui vivent sur ce territoire.

Que la maîtrise politique et la gestion du territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean relèvent des citoyens et des citoyennes qui y vivent.

Que le territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean est constitué des territoires actuellement délimités par les frontières des MRC Domaine-du-Roy, Lac-Saint-Jean Est, Maria-Chapdelaine et Fjord du Saguenay.

Russel Bouchard, Charles Côté, Charles-Julien Gauvin,
Daniel Larouche, Mario Tremblay

[Retour à la table des matières](#)

Comme un pays, dans le sens le plus pur du terme; un pays marqué d'originalité et caractérisé par une manière de vivre qui se distingue positivement de celle de la province et, de manière encore plus significative, de celle du Canada. En fait, il s'agit plus précisément d'une culture imprégnée d'un certain mysticisme qui s'apparente étrangement à celui des bâtisseurs de grandes cathédrales d'Europe; d'une culture qui s'est formée dans les contraintes épouvantables d'une géographie capricieuse, hostile et, à maints égards, inhumaine; d'une culture qui s'est définie sur la base d'une histoire à la fois singulière et puissante.

Russel Bouchard

Manifeste pour une « Approche – vraiment – commune » (2003)

Avant-propos

La liberté et la paix sont inséparables de la fraternité, impossibles sans la justice, menacées de mort sans la vérité et sans une saine éducation populaire.

R.B.

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 juillet 2000, les journaux nous apprenaient que le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et les représentants des quelque 4 567 descendants d'autochtones regroupés dans la communauté de Mashteuiatsh, s'étaient entendus sur les grandes lignes d'un traité, sans tenir compte des droits, besoins et aspirations de l'autre segment de la communauté régionale qui partage pourtant ces mêmes territoires depuis des temps immémoriaux; confinant ainsi tout ce qui n'est pas « Inuit » au statut réducteur de locataires dans leur propre pays et de citoyens de seconde zone, et faisant fi de leur droit de regard sur cette terre nourricière, de leur sentiment d'appartenance et de leurs rêves.

Conséquemment à ces tractations conduites derrière les portes closes par quelques initiés du régime, la démarche citoyenne qui a dénoncé le caractère particulièrement raciste de cet accord, n'avait rien d'excessive. Dans le contexte d'un pays, le Canada, qui, depuis le dénouement constitutionnel de 1982, fait reposer ses fondements sur le principe de l'égalité des droits et des chances, indépendamment de toute discri-

mination, les opposants au traité titré *Approche commune*, ont multiplié les efforts pour éveiller les consciences et faire valoir leurs droits. Malgré l'absence de moyens, ils n'ont eu de cesse de dénoncer l'imposture historique, d'éprouver la rhétorique des lobbyistes chargés de leur vendre cette salade empoisonnée, et de susciter la réflexion sur les nombreux dangers que ce précédent, aux conséquences inédites, risque de créer à plus ou moins brève échéance: notamment au chapitre de l'intégrité territoriale, de la fracture ethnique qui continue de s'élargir malgré les appels au calme répétés, de l'accélération du phénomène de désintégration régionale, de la persécution des mœurs et de la paix sociale.

Eu égard aux assises constitutionnelles sensées protéger le citoyen de la tyrannie de l'État, et en contrepartie de ce projet de traité qui hypothèque notre avenir collectif comme s'il eût été d'une seconde - et définitive - Conquête, je réclame donc, pour tous les oubliés de ce grand partage, simplement les mêmes protections, la même reconnaissance et la même considération humaine. Autrement dit, deux régions, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord, où cohabitent, espérons-le, dans un nouvel esprit de fraternité, deux types de communautés culturelles qui méritent les mêmes égards devant la loi et devant l'État: l'une, d'influence amérindienne, que nous respecterons pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle représente; l'autre, d'influence canadienne-française, inclusive et ouverte à tout autre apport ethno-culturel, qu'il vous faut reconnaître, traiter et honorer tout autant, et en vertu de la même règle de droit. Rien de plus, rien de moins!

Et qu'on le veuille ou non, qu'on soit pour ou contre, qu'on l'avoue ou pas, qu'on l'ignore bêtement ou qu'on s'en moque royalement, il reste que la signature ou le rejet de ce Traité va déterminer si, oui ou non, tous les citoyens canadiens sont égaux devant la loi et devant l'État; si oui ou non, dans la société qui se dessine sous ce nouveau diktat, l'égoïsme individuel et les passions tribales vont l'emporter sur l'esprit de fraternité; si oui ou non, nous vivons dans une tyrannie qui hiérarchise ses citoyens selon leurs qualités raciales; si oui ou non, le Canada, qui a été l'un des plus farouches opposants au régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, a laissé tomber la proie pour l'ombre en ce qui concerne sa propre morale; s'il a bradé ses principes fondateurs pour régler quelques problèmes domestiques et satisfaire, avec la complicité du gouvernement du Québec, des intérêts corporatistes, financiers et ethniques...

Russel Bouchard
16 octobre 2002

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean (et la Côte-Nord) «*Notre Terre à Nous Aussi*»

Le corpus de l'Approche commune: le retour à la loi tribale!

[Retour à la table des matières](#)

En vertu des articles 25 ¹ et 35 ² de la Loi constitutionnelle de 1982, les quelque 8,000 Inutsh ¹ de Mamuitum ² de la province de Québec, regroupés pour l'heure,

¹ « 25. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne porte pas atteinte aux droits ou libertés - ancestraux, issus de traités ou autres - des peuples autochtones dit Canada, notamment:

a) aux droits ou libertés reconnus par la Proclamation royale du 7 octobre 1763;

b) aux droits ou libertés acquis par règlement de revendications territoriales.

c) aux droits ou libertés existants issus d'accords sur des revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis.

[Note: L'alinéa 25b) (le premier des deux) a été abrogé et remplacé aux termes de la Proclamation de 1983 modifiant la constitution (no 46 infra.).] »

² « 35. (1) Les droits existants — ancestraux ou issus de traités - des peuples autochtones du Canada sont reconnus et confirmés.

(2) Dans la présente loi, « peuples autochtones du Canada: s'entend notamment des Indiens, des Inuits et des Métis du Canada.

(3) Il est entendu que sont compris parmi les droits issus de traités, dont il est fait mention au paragraphe (1), les droits existants issus d'accords sur des revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis.

dans et à l'extérieur des réserves indiennes de Mashteuiatsh (4,524 Ilnutsh), d'Essipit (379 Ilnutsh) et Betsiamites (3,115 Ilnutsh)³, qui constituent la portion du territoire québécois qu'ils dénomment le « Nitassinan »⁴, réclament dans un projet de traité titré Approche commune:

1- La reconnaissance du titre aborigène, qui s'étendra à l'ensemble des territoires du Nitassinan;

2- La reconnaissance et le respect de leurs droits ancestraux dont les modalités restent à déterminer dans ledit Traité;

3- La reconnaissance et le respect de droits territoriaux qui s'étendront sur 225,294 km², soit 15% du territoire⁵, et qui leur permettront, une fois des ententes complémentaires d'harmonisation réalisées avec les gouvernements du Québec et du Canada: a) de réglementer leurs pratiques et leurs activités traditionnelles de chasse, pêche, piégeage et cueillettes; b) de procéder, sans veto, aux processus gouvernementaux de gestion du territoire, des ressources naturelles et de l'environnement; c) de participer aux projets de développement pouvant affecter leurs droits ou, en cas de désaccord, recevoir une compensation monétaire fixée en arbitrage en fonction des dommages subis; d) de recevoir au moins 3% des redevances perçues par le Québec sur l'exploitation des ressources naturelles situées sur le Nitassinan;

4- L'autonomie gouvernementale, qui consiste: a) au pouvoir général d'adopter des lois sur leurs terres et pour leurs citoyens; b) au pouvoir d'élaborer leurs propres constitutions devant édicter les règles d'encadrement de l'exercice démocratique du pouvoir politique et du respect des lois ilnutsh; c) à la prépondérance de la langue et de la culture ilnutsh, de l'éducation primaire et secondaire, Innu Aitun, droit de la famille, sécurité locale, etc., bref des lois qui devront respecter des standards minimaux au chapitre de la qualité de la vie; d) à l'instauration progressive d'un régime fiscal ilnut afin que ces collectivités puissent tendre progressivement à l'autonomie financière;

(4) Indépendamment de toute autre disposition de la présente loi, les droits - ancestraux ou issus de traités - visés au paragraphe (1) sont garantis également aux personnes des deux sexes. »

¹ Secrétariat aux affaires autochtones, Les Amérindiens et les Inuits du Québec, Onze nations contemporaines, 2001, in Le Québec statistique /édition 2002, Québec, 2002, p. 337.

² Actuellement, il y a deux tables de négociation: celle de MAMUITUM qui représente les communautés de Betsiamites, d'Essipit, de Mashteuiatsh, de Nutashkuan et de la Partie Sud-Ouest (dont le centre est la ville de Québec et l'île d'Orléans); et celle de MAMIT INUAT, qui comprend les communautés de Mingan, La Romaine, Pakua et Shipi. Cf., Contexte et synthèse de l'entente de principe d'ordre général proposé par les négociateurs du Québec, du Canada et des Innus de Betsiamites, d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Nutashkuan, 12 juin 2002, p. 3.

³ Sont exclues ici, les communautés de Nutashkuan et de la partie Sud-Ouest, qui hériteront de régimes quelque peu différents des autres communautés.

⁴ Nitassinan: en langue innue, signifie « notre terre ancestrale ».

⁵ Le territoire du Québec compte 1,540,680 km²: lorsque les neuf (9) communautés autochtones visées dans ce projet de traités auront obtenu ce qu'elles demandent, le « Pays » du Nitassinan s'étendra sur 700,000 km², soit 45% du territoire québécois.

5- 522 km² de terres en pleine propriété, nommées « Innu Assi », des terres qui ne seront plus considérées comme des terres fédérales, des « délimitations [qui] ne sont pas définitives et [qui] pourront être modifiées, au besoin d'ici l'entente finale » ¹ ;

6- 377 M\$, en transfert de capital, dont 275 M\$ de la part du Canada et de 102 M\$ de la part du Québec;

7- Des mesures afin que les Inutsh puissent prendre une part active au développement des ressources naturelles sur le territoire du Nitassinan: a) suivant des conditions financières qui s'appliquent à tous les autres utilisateurs; b) par l'entremise d'un système de permis de pêche commerciale, de contrats de coupe forestière (CAAF), de baux pour le développement de petites centrales hydroélectriques et de pourvoiries; c) d'un fonds tripartite de capitalisation d'entreprises; d) de mesures discriminatoires pour favoriser l'employabilité des Inutsh; en fait, des mesures pour leur permettre d'effectuer un rattrapage socio-économique nécessaire et pour participer au développement économique régional.

8- Un référendum qui permettra aux citoyens inutshs - et aux Inutsh seuls - de se prononcer officiellement sur cette entente qu'ils pourront ainsi accepter ou refuser, sans égard à la voix de l'écrasante majorité « allochtone » (sic) des territoires directement impliqués qui sera écartée du processus référendaire au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires.

¹ Contexte et synthèse de l'entente de principe d'ordre général..., op. cit., p. 3.

Des grands et des petits partis politiques

Il y a des époques où les changements qui s'opèrent dans la constitution politique et l'état social des peuples sont si lents, si insensibles, que les hommes pensent être arrivés à un état final; l'esprit humain se croit alors fermement assis sur certaines bases et ne porte pas ses regards au-delà d'un certain horizon.

Ce que j'appelle les grands partis politiques sont ceux qui s'attachent aux principes plus qu'à leurs conséquences; aux généralités et non aux cas particuliers; aux idées et non aux hommes. Ces partis sont, en général, des traits plus nobles, des passions plus généreuses, des convictions plus réelles, une allure plus franche et plus hardie que les autres. L'intérêt particulier qui joue toujours le plus grand rôle dans les passions politiques, se cache ici plus habilement sous le voile de l'intérêt public; il parvient même quelquefois à se dérober aux regards de ceux qu'il anime et fait agir.

Les petits partis, au contraire, sont, en général, sans foi politique. Comme ils ne se sentent pas élevés et soutenus par de grands objets, leur caractère est empreint d'un égoïsme qui se produit ostensiblement à chacun de leurs actes. Ils s'échauffent toujours à froid; leur langage est violent mais leur marche est incertaine. Les moyens qu'ils emploient sont misérables comme le but qu'ils se proposent. De là vient que « lorsqu'un temps de calme succède à une révolution violente, les grands hommes semblent disparaître tout à coup ».

Les grands partis bouleversent la société, les petits l'agitent; les uns la déchirent, les autres la dépravent; les premiers la sauvent quelquefois en l'ébranlant, les seconds la troublent toujours sans profit.

Alexis de Tocqueville,
De la démocratie en Amérique.

De la survivance de la nation canadienne-française

Ce qui [donne] cette vitalité [au peuple canadien-français], c'est le génie qui lui est propre; il fait du sol son point d'appui, et grâce à la langue qui est l'instrument de son gente, à cette langue unique dont la précision et la clarté sont nécessaires aux sciences et aux relations entre tous les peuples, il reste indestructible.

La possession du sol est ce qui assurera l'avenir de la race française en Amérique. Les nations qui se fusionnent ou qui disparaissent sont celles qui n'ont pas de point d'appui; tandis que les maîtres du sol absorbent tout autour d'eux. Les conquêtes durables, depuis les premiers temps de l'histoire, n'ont jamais eu d'autre base. Or, nous pouvons être sans inquiétude à cet égard, puisqu'il semble jusqu'à présent établi que notre race est la seule qui puisse coloniser un pays comme le nôtre et s'y maintenir.

Arthur Buies,
Nos places d'eau / La Malbaie.

Les Canadiens français, eux aussi des autochtones canadiens en vertu de l'article 35

[Retour à la table des matières](#)

Voilà un projet de Traité qui entend révolter la gestion politique, économique et écologique des territoires du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. Voilà un projet de Traité où on entend créer deux qualités de citoyens sur la base de l'ethnicité et sur la foi des articles 25 et 35 de la Constitution canadienne qui interdit pourtant toute discrimination basée sur la race et l'ethnicité dans ses articles 1 et 15.

Voilà un projet de Traité où quelques citoyens se verront conséquemment accorder des droits et privilèges discriminatoires en vertu de leur origine ethnique, et où les autres, totalement ignorés de l'entente, se verront réduits, toujours sur la foi de considérants ethniques, à l'état de citoyens de secondes zones.

Et voilà, dans un moment si crucial de notre histoire, alors que ces deux régions directement impliquées sont engagées dans un processus de désintégration socio-économique sans précédent; voilà qu'aucun député des territoires impliqués n'ait jugé bon - où n'ait eu le courage politique! - de s'opposer à ce projet d'entente inique, en dépit des lourdes conséquences pour notre avenir collectif; de questionner et éprouver les tenants et aboutissants d'une telle dérive antidémocratique; de défendre les territoires qui leur sont confiés par le peuple; et de protéger leurs intérêts souverains qui passent inévitablement par le respect du principe fondamental de la représentativité populaire, de la responsabilité politique et de l'égalité des droits et des chances pour tous, sans exclusion ni discrimination.

Décidément, je n'aurais pas cru devoir rappeler à ce pays, le Canada, qui fait l'envie de la plupart des peuples de la planète pour la qualité de son style de vie, pour l'importance qu'il accorde à la démocratie, et pour la protection constitutionnelle qu'il donne - en apparence à tout le moins! - à la liberté et à l'égalité des droits et des chances de tous ses citoyens; que la liberté des individus est inséparable de la fraternité, que l'une et l'autre sont impossibles sans la justice qui est toute et à tous sans

discrimination aucune, et qu'elle (la liberté) est expressément menacée de mort si les Parlements provinciaux et fédéral, gardiens de la Constitution, s'appliquent à déjouer et à bafouer par astuces les règles et la morale qui la soutiennent. Il y a, assurément, dans tout exercice du pouvoir pour le compte de ses ambitions, de celles d'un individu qu'on favorise ou d'un groupe qu'on protège sans tenir compte de l'intérêt collectif réel qui est la principale raison d'être de l'humanité; il y a, dis-je, une capitulation de la conscience, une porte ouverte à l'intolérance, et une main tendue à la tyrannie.

Les lettres de la loi trouvent toujours leur explication dans les racines de la culture et de la pensée commune qui forment, par l'histoire, le caractère national; dans la morale qui en découle; et dans l'esprit de ceux et celles qui les ont inspirées pour en faire une constitution. Or, le temps et les intérêts de quelques-uns ayant épaissi peu à peu le voile entre les esprits qui ont alimentés, naguère, les débats constitutionnels et les intérêts de l'heure, les Canadiens ont fini par oublier, en deux décades seulement, que les articles 25 et 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 ont été rédigés dans un esprit beaucoup plus ouvert qu'il n'y paraît aujourd'hui; dans un esprit qui n'a rien du caractère aussi exclusif que lui attribuent de facto les « autochtones ilnutsh » et leurs supporters qui évitent, pour des raisons évidentes, de les évaluer dans la perspective - incontournable - des articles 1, ¹ 15, ² 27, ³ 36 ⁴ et 52 ⁵ qui en limitent les effets.

À proprement parler, les injustices des hommes trouvent toujours leur explication dans les intérêts de les commettre et dans l'assouvissement de leur satisfaction et de leurs passions qui se détournent de celles des autres. « C'est toujours par un retour sur eux-mêmes qu'ils agissent, écrit avec beaucoup de justesse le philosophe Montesquieu qui a su mettre en évidence ces ressorts cachés qui agissent à l'encontre de L'Esprit des lois sensé nous en préserver: nul n'est mauvais gratuitement. Il faut qu'il y ait une raison qui détermine, et cette raison est toujours une raison d'intérêt. » ⁶

Selon l'ex-premier ministre Pierre Elliot Trudeau, expert en droit constitutionnel qui a justement piloté d'une main ferme le rapatriement de 1982, l'esprit souverain de la Charte canadienne des droits et libertés consiste en la protection de l'individu contre la tyrannie de l'État et contre celle qui pourrait découler de l'appartenance à une collectivité minoritaire. Ce qui est le cas du présent projet de Traité qui prévoit attribuer des privilèges à une minorité ethnique régionale (ilnut) au détriment d'une autre collectivité fondatrice (canadienne-française celle-là); laquelle, manifestement,

¹ « 1. La Charte canadienne des droits et libertés garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique. »

² « 15. (1) La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques. »

³ « 27. Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens. »

⁴ « 36. (1) Sous réserve des compétences législatives du Parlement et des législatures et de leur droit de les exercer, le Parlement et les législatures, ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux, s'engagent à:

a) promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être;

b) favoriser le développement économique pour réduire l'inégalité des chances;

c) fournir à tous les Canadiens, à un niveau de qualité acceptable, les services publics essentiels. »

⁵ « 52. (1) La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit. »

⁶ Montesquieu, *Lettres persanes*, LXXXIII, 172. [Texte disponible sur le site Athena]

est incapable de faire entendre raison à des gouvernements égarés et à des Parlements provincial et fédéral qui abusent de leurs pouvoirs envers elle et envers l'ensemble.

La société canadienne étant pluraliste dans son essence, explique encore M. Trudeau, les pères de la Loi constitutionnelle de 1982 ont alors tenu à écarter le danger d'éclatement du territoire national en évitant d'identifier nommément, dans les articles 15, 25, 27 et 35, les communautés en particulier, et en confiant à l'épreuve du temps et des hommes le soin de nous les révéler. Et dans ce contexte tout à fait exceptionnel où chaque mot, chaque virgule, chaque césure a son importance fondamentale pour la survie et l'épanouissement de la société canadienne, il suffit de relire, en appuyant sur les mots, la réflexion suivante de M. Trudeau pour contextualiser l'esprit du temps qui l'a fait se concevoir ainsi; pour apprécier son ouverture, sa reconnaissance et sa tolérance envers les collectivités ethno-culturelles qui sont à la base de l'histoire de ce pays (dont les « autochtones canadiens-français »); et pour mesurer plus proprement la portée juridique transcendante que cet esprit d'un temps, aussi pragmatique que prévoyant, sous-tend dans les lettres de la Loi:

Si nous avions tenté d'identifier chacune des minorités vivant au Canada et de protéger toutes les caractéristiques qui en faisaient un groupe à part, nous aurions non seulement fait face à une tâche impossible mais nous aurions à coup sûr précipité le démembrement du territoire.

Ce danger eût été particulièrement grand dans le cas de collectivités qui eussent pu se réclamer d'une partie déterminée de ce territoire, par exemple les Celtes en Nouvelle-Écosse, les Acadiens au Nouveau-Brunswick, les Canadiens français au Québec, les Indiens et les Inuit dans le Grand Nord.

C'est pourquoi les clauses 25 et 35 concernant les peuples autochtones (comme d'ailleurs la clause 27 sur le multiculturalisme et à plus forte raison la clause 15 sur les minorités de toutes sortes) évitent toutes identifications entre ces collectivités et un gouvernement en particulier.¹

D'où le fameux... « s'entend notamment » de l'article 35.(2), qui protège le principe de base de l'universalité des droits constitutionnels, tout en évitant d'exposer le Canada aux appétences sécessionnistes viscérales du Québec; mais un « s'entend notamment », soulignons-le au crayon rouge, qui n'en ouvre pas moins la porte aux revendications historiques des collectivités fondatrices de ce pays (dont la majorité de Canadiens français qui peuplent encore et pour toujours les territoires « ancestraux » du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord).

Autrement dit: loin d'être écartés de ce droit inaliénable à l'autonomie gouvernementale par ledit article 35.(2) comme le donnent à penser spécieusement les prosélytes de l'Approche commune, les Canadiens-français y ont un espace nommé prévu et inclus par le législateur dans le groupe « des peuples autochtones du Canada », au même titre que les Indiens », les « Inuits » et les Métis du Canada », tels

¹ Pierre Elliot Trudeau, « Des valeurs d'une société juste », in Les années Trudeau, Éditions du Jour, 1990, p. 389.

que définis dans la Constitution; puisqu'ils peuplaient déjà les régions du Saguenay-Lac-Saint-JeanCôte-Nord avant la Proclamation royale de 1763, et que, conformément à l'article 27, cette « interprétation [que nous donnons] de la présente charte [concorde en tout point] avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens ».

De la prospérité, de la liberté et du sens commun

Il y a un passage très périlleux dans la vie des peuples démocratiques.

Lorsque le goût des jouissances matérielles se développe chez un de ces peuples plus rapidement que les lumières et que les habitudes de la liberté, il vient un moment où les hommes sont emportés et comme hors d'eux-mêmes, à la vue de ces biens nouveaux qu'ils sont prêts à saisir. Préoccupés du seul soin de faire fortune, ils n'aperçoivent plus le lien étroit qui unit la fortune particulière de chacun d'eux à la prospérité de tous. Il n'est pas besoin d'arracher à de tels citoyens les droits qu'ils possèdent; ils les laissent volontiers échapper eux-mêmes. L'exercice de leurs devoirs politiques leur paraît un contre-temps fâcheux qui les distrait de leur industrie. S'agit-il de choisir leurs représentants, de prêter main forte à l'autorité, de traiter en commun la chose commune, le temps leur manque; ils ne sauraient dissiper ce temps si précieux en travaux inutiles. Ce sont là jeux d'oisifs qui ne conviennent point à des hommes graves et occupés des intérêts sérieux de la vie. Ces gens-là croient suivre la doctrine de l'intérêt, mais ils ne s'en font qu'une idée grossière, et, pour mieux veiller à ce qu'ils nomment leurs affaires, ils négligent la principale qui est de rester maîtres d'eux-mêmes...

Alexis de Tocqueville,
De la démocratie en Amérique.

De la ruine des institutions et de l'effondrement de la démocratie

Montrez-moi [une] république parfaitement organisée, avec tous les instruments et tous les rouages qui répondent à cette forme de gouvernement, mais où la liberté n'existe ni dans l'éducation ni dans les mœurs et je comprendrai aussitôt qu'une telle république est le meilleur outil possible aux mains des tyrans, parce qu'il n'y a pas de peuple plus avili, plus propre à l'esclavage, que celui qu'on peut asservir avec les instruments mêmes de la liberté.

Que valent des institutions dont l'essence et le principe sont bannis? Et cependant c'est pour elles, c'est pour le nom qu'elles portent bien plus que pour la liberté, qu'elles sembleraient garantir, que des nations entières déchirent leur propre sein et se vouent fatalement au despotisme par l'épuisement.

Voilà ce que c'est le préjugé. Voilà où mène l'amour des institutions substitué à celui des principes et des droits. Les institutions en elles-mêmes sont indifférentes, elles peuvent prendre à discrétion toutes les formes, mais ce qui n'est plus indifférent, c'est l'objet pour lequel elles sont faites, c'est le principe qu'elles renferment. Les institutions peuvent changer, être remplacées par d'autres suivant la nécessités des temps; à quoi sert alors de les élever à la hauteur d'un culte et d'en faire des fétiches? fétiches dangereux, parce que ce peuple les respecte encore alors même qu'elles ont perdu tous les droits au respect.

Arthur Buies,
Nos institutions notre langue et nos lois.

Pour une Approche - vraiment - commune: une quatrième chaise pour les autochtones canadiens-français et pour les allochtones du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut être plus clair! « Un État qui définirait essentiellement son action en fonction d'attributs ethniques, écrivait au début de sa carrière politique (1967) l'ex-premier ministre Trudeau, aboutirait inévitablement au chauvinisme et à l'intolérance. L'État, qu'il soit provincial, fédéral ou éventuellement supranational, doit rechercher le bien commun de l'ensemble de ses citoyens, sans distinction de sexe, de couleur, de race, de croyance religieuse ou d'origine ethnique »¹. À mon avis, cette philosophie engageante d'un pays qui protège l'ensemble de ses citoyens de la tyrannie de l'État et qui tend à protéger le principe de l'universalité des droits et des chances pour tous ses membres individuels et collectifs, est un héritage précieux qu'il nous faut protéger envers et contre tous, contre vents et marées, et contre toute interprétation lénifiante, abusive, restrictive et exclusive des textes de la loi au profit d'un seul individu, d'un petit groupe ou d'une communauté ethnique quelconque, sous quelque prétexte que ce soit.

Par conséquent, un projet de traité national, comme celui de l'Approche commune, qui entend exclure une partie importante de ses membres au profit d'une phratrie, est une débauche sociétale, un signe de déchéance qui heurte de front l'esprit constitutionnel; il ne peut conduire qu'à notre malheur et il doit être combattu jusqu'à ce qu'il remette à l'ordre du jour le seul vrai sens de la portion d'humanité qui l'a fait naître: l'entraide. Quel espoir transcendant la question mérite encore une fois d'être posée, peuvent encore porter une constitution, une société, un pays, qui ne remplissent pas leurs promesses envers la fraternité et qui trahit les idéaux de justice, d'égalité et de liberté qui les ont fait se développer à travers le sens commun?

Comprenons qu'il ne s'agit pas ici de nier l'importance cruciale, pour la communauté canadienne dans son ensemble, d'établir un traité équitable et un *modus vivendi* soucieux du respect des différences entre les communautés ethno-culturelles inuitsh, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral... bien que ces pourparlers se

¹ Pierre Elliot Trudeau, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, HMH, Montréal, 1967, pp. 9-10.

sont effectués dans des conditions critiquables et suspectes, derrière des Portes closes et dans le mépris de la démocratie et de la transparence la plus élémentaire. Il ne s'agit pas non plus de nier la validité des articles 25 et 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, ni de nier les besoins spécifiques de la communauté inlut ainsi que la nécessité, pour elle, de faire du rattrapage socio-économique, de diriger les affaires qui la concernent en propre, et de participer au développement économique régional.

Il s'agit plutôt de dénoncer son usage biaisé, de s'y objecter et de dénoncer le fait - absolument inacceptable - que les trois parties susnommées s'adonnent à ces pourparlers, qui établissent des nouvelles règles du jeu socio-économique et politique, dans le mépris total des quelque 368,000 autres « êtres humains »¹ vivant actuellement dans lesdits territoires impliqués; sans tenir compte des droits constitutionnels des autochtones canadiens-français et des allochtones; sans tenir compte de leur amour pour cette terre sacrée où ils sont nés, où ils vivent par le fait d'histoire ou par choix, et où ils entendent mourir; sans tenir compte de leur niveau de décadence démographique; sans tenir compte du recul socio-économique et l'écart sans cesse grandissant qu'ils subissent depuis les trente dernières années par rapport aux ensembles québécois et canadien; sans tenir compte du haut taux de suicides qui les affecte tout autant; et sans tenir compte du recul que ces collectivités accusent par rapport aux communautés inlutsh vivant sur ces mêmes territoires, et en contre-venant, il importe de le redire, aux articles 1, 15, 27, 36 et 52 de la Loi constitutionnelle de 1982.²

Dans le contexte de cette même Loi suprême, je réclame donc, pour moi-même, pour ma descendance et pour les 368,000 laissés-pour-compte des collectivités régionales du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord: les mêmes reconnaissances, les mêmes protections, les mêmes privilèges et le même droit au bonheur; en vertu de l'article 1 qui assure que les droits et libertés « ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique »; en vertu de l'article 15 qui établit que « la loi ne fait acception³ de personne et s'applique également à tous, et [quel tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination⁴, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales »; en vertu de l'article 36.(1a) qui oblige les Parlements et les

¹ Le recensement fédéral de 2001, donne exactement 376,045 habitants, toutes origines et obédiences confondues: dont 97,766 sur la Côte-Nord en 2001, contre 103,299 en 1996; et 278,279 au Saguenay-Lac-Saint-Jean en 2001, contre 186,649 en 1996. De ce nombre, nous avons retranché les quelque 8,000 inlutsh.

² Pour être en mesure de se faire une bonne idée de ce contexte d'ensemble et de la conjoncture politique qui l'a construit, les commissaires de cette Commission parlementaire doivent lire assidûment et assimiler absolument les données cumulées dans les études suivantes:

Charles Côté, *Désintégration des régions / Le sous-développement durable*, Éditions JCL, 1991, 260 p. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales]

Charles Côté et Daniel Larouche, *Radiographie d'une mort fine / Dimension sociale de la maladie au Québec*, Éditions JCL, 2000, 284 p. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales]

Russel Bouchard, Charles Côté, Charles-julien Gauvin, Richard Harvey, Daniel Larouche et Mario Tremblay, *Le Pays trahi, Société du 14 juillet*, 2001, 275 p. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales]

³ Le terme « acception » a une importance significative dans cet article de la loi: il signifie « sans exception de » (Le Nouveau Robert, op. cit., p. 12).

⁴ La version anglaise de l'article 15.(1), encore plus formelle, plus précise et moins nuancée, dit plutôt « without discrimination »: la loi ne peut faire... AUCUNE discrimination.

gouvernements provinciaux et fédéral à « promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être »; et en vertu de l'article 52.(1) stipulant que « la Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; [et qu'elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit ».

Pour ceci, pour cela et pour bien d'autres raisons encore qu'il importe moins d'invoquer ici; parce que l'exclusion est économiquement mauvaise, socialement corrosive et politiquement explosive; par esprit de justice qui doit atteindre tous les « êtres humains » de ce pays; par respect pour mon sentiment d'appartenance à cette même Terre qui est notre mère à tous; et par amour pour mon pays, pour ma patrie intime, pour le peuple auquel j'appartiens par le sang et par l'histoire, et pour tous les oubliés de ce grand partage, je demande expressément par la présente à l'État du Québec et à l'État canadien, gardiens des valeurs constitutionnelles:

1- L'arrêt des négociations actuelles, le rejet définitif du projet d'entente titré L'Approche commune et l'instauration immédiate d'un nouveau projet de traité - dont le titre pourrait être « Une approche - vraiment - commune » - où seront invitées à négocier quatre parties: 1- le gouvernement du Canada; 2- le gouvernement du Québec; 3- les députés élus des Parlements fédéral et provincial représentant les populations « autochtones canadiennes-françaises » et « allochtones »¹ du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord; 4- les négociateurs des « autochtones ilnutsh » vivant dans les territoires directement impliqués;

2- La reconnaissance et le respect des collectivités « autochtones canadiennes-françaises », « autochtones ilnutsh », et « allochtones », la reconnaissance, pleine et entière, de leur citoyenneté et du double principe de l'égalité des droits et des chances tel que reconnu dans les articles 1, 15, 27, 35, 36 et 52 de la Loi constitutionnelle de 1982;

3- La reconnaissance et la définition, telles que permises par la Loi constitutionnelle de 1982, du titre « aborigène »² pour les « autochtones ilnutsh » - titre qui

¹ Allochtone: Selon la définition du dictionnaire, qui provient d'un endroit différent, né à l'extérieur du territoire qu'il habite, contraire d'autochtone; mais s'entend erronément au Canada par exclusion aux autres autochtones statués « aborigènes » en vertu de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

Pour être totalement inclusif -ainsi que le requièrent les articles 1, 15, 25, 27, 36 et 52.(1) « qui rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit » -, pour être plus juste envers les uns et les autres, et pour faciliter la compréhension de ma revendication, j'entendrai donc, dans le présent mémoire, trois catégories de citoyens pour définir, dans sa totalité, la composition ethno-historique de la population régionale:

1- les « autochtones ilnutsh », qui sont les descendants d'aborigènes tels que définis en fonction de l'article 35.(1) de la Loi constitutionnelle de 1982;

2- les « autochtones canadiens-français », qui sont les citoyens nés des descendants des euro-canadiens qui se sont installés au Saguenay-Lac-Saint-Jean, qui l'ont parcouru avant la Proclamation royale de 1763 et qui y vivent actuellement;

3- les « allochtones » proprement dits, qui sont les descendants des autres communautés ethno-culturelles qui sont venus s'installer dans ces régions après 1763 (Britanniques, Écossais, Irlandais, Polonais, Ukrainiens, etc.).

² Aborigène: dans la perspective de la Constitution de 1982, ce titre a un sens sui generis (unique en son genre); il est défini en fonction d'un territoire bien délimité, et ce territoire est accordé et reconnu par la voie d'un traité déjà en force ou à venir.

ne sera applicable, dans sa pleine mesure, que sur les territoires reconnus en pleine propriété (Innu Assi); et la reconnaissance et la définition du titre « autochtone canadien-français » pour tous ceux et celles qui ont une telle ascendance ethno-culturelle, qui s'en, réclament, et qui vivent à l'intérieur des frontières du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord;

4- Le rejet total de la carte territoriale du Nitassinan, base des présentes négociations, carte qui ne correspond pas à la réalité historique et à la réalité présente de l'occupation des territoires impliqués;

5- La reconnaissance des droits collectifs et des droits ancestraux des peuples « autochtones canadiens-français » et « autochtones ilnutsh »: qui sont, notamment et plus spécifiquement, le droit au territoire, le droit à son utilisation, le droit d'y poursuivre les activités traditionnelles et ancestrales respectives, le droit à l'usage et à l'exploitation de ses ressources, et le libre accès à son patrimoine naturel;

6- L'entreprise de nouvelles études géo-historiques en vue d'élaborer une nouvelle carte de l'occupation des territoires impliqués du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord; carte qui tiendra compte d'une histoire plus conforme à la réalité ethno-historique de toutes les collectivités occupant présentement lesdits territoires ancestraux;

7- Pour les collectivités « autochtones ilnutsh », la concession de terres en pleine propriété, nommées « Innu Assi »;

- CARACTÉRISTIQUES du titre aborigène: 1- son inaliénabilité, au sens où la terre détenue en vertu d'un tel titre, ne peut être transférée ou cédée qu'à la Couronne; 2- son origine, puisque le titre aborigène découle, pour un, de leur occupation avant la Proclamation royale de 1763 (et, en vertu des principes de common law qu'elle exprime, le fait physique de l'occupation prouve la possession en droit), et pour deux, du rapport entre la common law et les régimes juridiques autochtones; 3- son caractère collectif, du fait que ce titre est un droit foncier collectif et qu'il est détenu par tous les membres d'une nation autochtone.

- AVANTAGES du titre aborigène: 1- le droit d'utilisation et d'occupation exclusive et partielle du territoire pour des fins diverses; 2- cette utilisation doit être compatible aux traditions et à la culture qui les rattachent à ce territoire.

- CRITÈRES d'obtention du titre aborigène. Il faut à la collectivité requérante: 1- avoir occupé tout le territoire réclamation avant l'affirmation de la souveraineté (1763), faire la preuve d'une occupation suffisante de tout le territoire, tenir compte de la taille, du mode de vie, des ressources et des habilités technologiques du groupe concerné; 2- si l'occupation actuelle est invoquée comme preuve de l'occupation avant l'affirmation nationale, il doit exister une continuité entre l'occupation actuelle et l'occupation antérieure à l'affirmation de la souveraineté; 3- au moment de cette affirmation de la souveraineté, cette occupation doit avoir été exclusive.

- Précisons enfin, que l'arrêt dit Delgamuukw a pour effet de donner des instructions et il se garde bien de conclure définitivement sur la manière de reconnaître le titre aborigène, dont le droit à ce titre continuera d'évoluer au fur et à mesure que les principes cadres de ce jugement seront mis en application. Cf., Mary C. Hurley, division du droit et du gouvernement, janvier 1998 et juillet 1999, « Titre aborigène: la décision de la cour suprême du Canada dans Delgamuukw c. Colombie-Britannique ». Également, commentaires des juges dans les textes originaux du jugement Delgamuukw, par. 109-159.

8- Pour les collectivités « autochtones canadiennes-françaises », la concession de terres en pleine propriété, nommées « Notre Terre à Nous Aussi »;

9- La reconnaissance et le respect de droits territoriaux, par les gouvernements provincial et fédéral, pour les collectivités « autochtones canadiennes-françaises » et « autochtones ilnutsh ». Cette reconnaissance leur permettra, une fois que des ententes d'harmonisation auront été établies entre les quatre parties signataires du Traité: a) de réglementer leurs pratiques et leurs activités traditionnelles respectives de chasse, pêche, piégeage et cueillette; b) de procéder, avec droit de veto, aux processus gouvernementaux de gestion du territoire, des ressources naturelles et de l'environnement; c) de participer aux projets de développement pouvant affecter leurs droits ou, en cas de désaccord, recevoir une compensation monétaire fixée en arbitrage en fonction des dommages subis et des pourcentages des populations impliquées vivant sur lesdits territoires;

10- Le versement de 6% des redevances perçues par le Québec sur l'exploitation des ressources naturelles situées sur les terres du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord: sommes qui seront augmentées graduellement selon un mode à déterminer, et qui seront réparties à parts égales entre la population « autochtone ilnut », et le reste de la population, formée des « autochtones canadiens-français » et « allochtones » vivant sur lesdits territoires;

11- L'autonomie gouvernementale pour chacune des collectivités « autochtones canadiennes-françaises » et « autochtones ilnutsh », qui consiste: a) au pouvoir général d'adopter des lois sur leurs terres exclusives respectives, et d'établir un code de lois pour gérer en commun, et avec l'implication de la collectivité « allochtone », l'ensemble des territoires impliqués; b) au pouvoir d'élaborer - si besoin est - des constitutions régionales devant édicter les règles d'encadrement des pouvoirs politiques et du respect des lois protégeant les droits communs et particuliers des collectivités « autochtones canadiennes-françaises », « autochtones ilnuths » et « allochtones »; c) à la reconnaissance du bilinguisme comprenant les langues française et montagnaise dans l'ensemble des territoires impliqués; à la reconnaissance de la culture ilnut et des autres cultures qui forment la richesse culturelle du milieu; à l'élaboration de standards régionaux qui devront respecter des standards minimaux au chapitre de la qualité de la vie; d) à l'instauration progressive d'un régime fiscal régional, afin que les collectivités qui l'habitent puissent tendre progressivement à l'autonomie financière;

12- Le Canada et le Québec verseront aux « autochtones ilnutsh » directement impliqués dans cette entente, un transfert de capital au montant de 377 M\$ (répartis 275 M\$ du Canada et 102 M\$ du Québec), selon des modalités à convenir entre les quatre parties en présence; et, par esprit d'équité et de justice pour l'ensemble des communautés régionales impliquées, ils y verseront les mêmes sommes pour répondre aux besoins spécifiques des populations « autochtones canadiennes-françaises » et « allochtones » vivant et occupant lesdits territoires du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord. On comprendra que ces sommes sont une juste part pour les services rendus par les uns et par les autres aux collectivités canadiennes et québécoises depuis 1867, et qu'elles sont un juste retour des choses pour les

dommages subis depuis 331 ans ¹ ; à cause, notamment, de politiques socio-économiques discriminatoires et une surexploitation de leurs ressources et de leur environnement naturels - au profit du sud- qui les acculent à l'indigence, au suicide, à l'exode et à leur extinction.

13- Des mesures afin que l'ensemble des collectivités impliquées puissent prendre une part active au développement des ressources naturelles sur les territoires du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord: a) suivant des conditions financières qui s'appliqueront à tous les autres utilisateurs; b) par l'entremise d'un système de permis de pêche commerciale, de contrats de coupe forestière (CAAF), de baux pour le développement de petites centrales hydroélectriques et de pourvoiries c) d'un fonds de capitalisation d'entreprises d) de mesures discriminatoires pour favoriser l'employabilité des régionaux à l'intérieur des régions impliquées; e) par un accès préférentiel à leurs propres ressources naturelles afin qu'elles (toujours les régions impliquées) puissent enrayer le processus de désintégration socio-économique en cours depuis trente ans, et rattraper le plus rapidement possible les normes et les standards nationaux; f) et par une tarification préférentielle de l'hydroélectricité afin d'aider au développement de la petite et moyenne entreprise régionale, nettement désavantagée par l'éloignement et la force d'attraction de la métropole.

14- Un référendum démocratique qui permettra à tous les citoyens en âge de voter - citoyens de quelque origine et qualité qu'ils soient, vivant et inscrits sur les listes électorales des régions du S.-L.-S.-J.-C.-N. - de se prononcer officiellement sur cette entente qu'ils pourront ainsi accepter ou refuser selon la proportion du 50% de voix plus une.

J'ai tout dit!

Russel Bouchard
L'Etre humain (Innut)

¹ Il y a de cela exactement 331 ans, en 1671 (donc 91 ans avant la Proclamation royale de 1763), pour contrer la disparition brutale et le retrait progressiste vers le nord des survivants aborigènes, les détenteurs du monopole des fourrures au Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord (alors dénommé le Domaine du Roi ou Traite de Tadoussac), entreprenaient une phase nouvelle de la colonisation humaine dans ce véritable pays intérieur, en fondant, à Chicoutimi, un premier comptoir commercial et une exploitation agricole rudimentaire. Ce berceau de l'occupation euro-canadienne dans ces contrées dramatiquement dépouillées de ses premiers occupants, fut suivi peu après par la fondation de d'autres noyaux de peuplement, à Métabetchouan (1676), lac Mistassini (1679), Nicabau et Némiskau (1684), et Ahuapmushuan (1689).

Annexes

Résister et se battre pour la liberté, contre l'injustice, contre quelqu'un, contre une force qui heurte sa morale et sa conscience, sont déjà le fait de la liberté. L'accepter sans combattre est le fait de la servitude.

Russel Bouchard

[Retour à la table des matières](#)

Annexe 1

La débâcle... ¹

Chicoutimi, le 2 février 2000

[Retour à la table des matières](#)

L'esprit de la «nation» est comme le grand fleuve à la débâcle: sali et souillé des débris de l'hiver mourant. La dérive de la banquise engagée vers son dernier tumulte n'en n'épargne aucun. Même ceux et celles qui sont restés prudemment sur la rive pour éviter l'éperonnage et profiter du spectacle font partie de la scène qui s'anime. Mais à vous regarder tergiverser, vous et les vôtres, à vous voir jongler comme des saltimbanques avec la vérité et les concepts liés à la «nation», je ne sais plus très bien si c'est la dernière tempête du printemps qui s'en vient ou si c'est la giboulée de l'automne prenant qui nous prépare un autre long et dur hiver. J'ai lu votre papier sur les deux John-John «et le peuple conquis» (Le Devoir, 27 janvier), et j'avoue en être ressorti avec l'impression que vous vous boucher un oeil pour ne voir que la paille dans celui du voisin. J'aurais aimé connaître vos impressions sur les égarements du second, mais il me faut comprendre par cette absence de mesure que vous vous faites la caution et le rempart de sa divagation «ethniste».

Belle ouverture d'esprit! Beau débat référendaire en perspective! Montréal contre Toronto, Québec contre Ottawa, «John» visite John ². Et les «provinciaux» de

¹ Lettre au nationaliste Guy Bouthillier, président de la SSJB, en réponse à sa diatribe publiée dans le journal Le Devoir, le 27 janvier. Le journal ne l'a pas retenue pour publication.

² Le premier «John» réfère au philosophe ontarien, John Saul; et le second, à Gérard Bouchard, l'auteur «franco-québécois», l'inventeur du néo-péguisme qui a engendré le concept de la «nation civique» (sic); une sorte de guillotine sémantique conçue pour mettre à mort la nation canadienne-française, faire disparaître sa mémoire et la fondre dans une histoire «adaptée au contexte pluri-ethnique du Québec».

l'arrière-pays, les cocus contents de l'histoire, n'ont qu'à se bien tenir! Votre dernière sortie épistolaire exprime parfaitement bien l'ampleur de la dérive nationaliste en cours, la débâcle idéologique... À vous entendre, on comprend tout à coup que le Québec n'a pas avancé d'un poil depuis 1760. Coma, de la Conquête anglaise à l'avènement de la Restauration bouchardienne de 1995!

De fait, sur le plan de l'aménagement du territoire, le Québec est une société de l'Ancien régime. Une « société distincte » quoi, mais pas dans le bon sens et à l'opposé de ce qui se fait partout ailleurs à travers le monde! Le politique, toute tendance confondue, gère le territoire que l'histoire lui a confié comme s'il eut été d'une simple intendance entre les colonies de l'arrière-pays (les régions) et une quelconque métropole qu'il leur faut soutenir, enrichir, gaver, servir sans égard aux besoins et aux rêves de la périphérie. Comme dans la belle époque de Bigot et de sa clique! Après 240 ans d'histoire, aucun indice d'assouplissement, aucune reconnaissance des régions qui le forment pourtant comme un squelette essentiel au maintien du muscle et de l'âme. Tout ce qu'elles sont, tout ce qu'elles produisent, tout ce qui en sortira pour les siècles et les siècles doit rentrer dans les coffres de la Capitale et servir à alimenter sa métropole. Cette manière de faire moyenâgeuse, cet anachronisme relent du mercantilisme tel que pratiqué par la France de l'Ancien régime, est un véritable suicide collectif. J'ai beau chercher, creuser, fouiller, je ne connais aucun pays dans l'histoire du monde qui ait réussi à survivre dans cette voie sans issue, c'est-à-dire en exploitant des colonies à l'intérieur de ses propres frontières.

Tant qu'à faire les frais de l'indépendance et à devoir manger les fruits de la privation qui risque de l'accompagner, autant donner le grand coup tout de suite et prendre en main notre propre destinée. Et ne croyez surtout pas mon cher monsieur qu'on va accepter, sans dire mot de subir le sort tragique de la Gaspésie en continuant d'être une colonie à la dérive dans le « pays » que vous vous dessinez. Je regrette, mais cette fois-ci il faudra compter sans nous! Pas question de quitter un système colonial pour sombrer dans un autre, encore plus étroit et plus centralisateur. Ce serait vraiment trop bête! Terminé!

D'ailleurs, la suite n'est plus de votre seul ressort! Nous allons forcer les gens de ce « pays » à se regarder en face et nous allons nous appliquer à cette tâche de notre mieux. Tant que les nationalistes défendaient la cause des Canadiens français contre les empiétements d'Ottawa pour préserver leur langue et leur culture communes, l'esprit de la « nation » était sauf. Maintenant que l'élite a trahi cette cause et qu'elle demande d'« oublier », de « déconstruire » la mémoire, les Canadiens français (y a-t-il un autre terme pour définir ce que « je » suis?) sont voués à l'extinction pure et dure. Impossible pour vous d'aspirer au « Nous » québécois, puisque personne -ou si peu- ne s'est encore arrêté à reconnaître notre « je », qui est l'identité de chacune des régions sensées forger celle de la « nation ». Et vu qu'on y est, « je » me permets de vous rappeler que ces néonationalistes « franco-québécois », ont bien peu en commun avec le patriote qu'était mon père, un brave homme auquel je n'ai aucune honte à m'identifier: les premiers expriment leurs convictions par leur corps et pensent au pays comme à leur magot; le second les exprime par l'âme et pense au pays comme à la mère de ses enfants, le sacré linceul de ses espérances.

Franco-québécois? Je voudrais bien! Mais j'ai l'impression d'y perdre au change, de faire un trait sur une partie de mon identité propre, d'« oublier » les 240 dernières années de mon histoire, d'être le citoyen d'une seule ville, le paria de seconde zone, l'impassible victime d'un marché de dupes. Canadien français? Il y a là, par contre,

toute la synthèse de mon histoire et de ce que je suis, une partie fondamentale de mon « moi » nord-américain. Le « Canadien », l'auriez-vous oublié à force de gossier les mots pour les faire rentrer dans vos projets, c'est celui qui habitait le grand fleuve de Kanada (le Saint-Laurent) lorsque Cartier y a débarqué pour la première fois. Pour le meilleur et pour le pire, la Conquête a fait que j'ai dû y greffer par la suite le qualificatif « français », afin de me distinguer de l'occupant résister à l'assimilation, survivre. Oui! « Canadien » par le fleuve qui coule dans mes veines, et « français » par ma langue et ma culture.

Pas question de nier mon appartenance à l'histoire de l'un et de l'autre pour satisfaire vos fantasmes et remplir votre escarcelle. Si vous y voyez là une honte à s'identifier ainsi, c'est que vos projets se séparent des miens, c'est que le temps est venu de nous souhaiter mutuellement bonne chance. Mais à vrai dire, le Saguenay-Lac-Saint-Jean est ma première patrie; il est la terre que mes ancêtres ont défrichée sans aide extérieure aucune et arrosée de leurs sueurs et de leur sang, la terre que mes parents ont semée et humectée de leurs pleurs et de leurs espoirs trahis, la terre qui m'a enfanté et nourri, l'héritage que j'entends laisser, dans le meilleur état possible, à mes petits-enfants. Voilà la base de ma constitution.

Qu'on le veuille ou non, le Québec est enchaîné à son passé, lointain et présent, beau et laid. Et ce n'est surtout pas le nouveau discours moderniste voulant qu'il faille « oublier » ce que nous sommes et « déconstruire » la mémoire pour séduire les derniers arrivants dans le but ignoble de s'arracher leurs votes, qui va régler le problème dans lequel on ne cesse de s'enliser. Écoutez le vent du nord, il transporte des voix que vous ne pourrez plus ignorer. La tempête se lève, les premières glaces commencent à se disloquer..

Russel Bouchard

Annexe 2

J'ai fait un rêve où nous marchions côte à côte... ¹

Chicoutimi, 17 juillet 2000

Monsieur Moar,

[Retour à la table des matières](#)

L'autre jour, je vous ai écrit une lettre que j'ai voulu fraternelle, mais je vois dans les quotidiens de la semaine que vous avez préféré réagir par journaliste interposé. Pourquoi ce lourd silence à mon endroit? Est-ce là le fruit d'une recommandation de votre groupe d'«experts» qui préfère s'en tenir au simple couloir politique creusé sous terre entre le Gouvernement du Québec et votre communauté pour nous éviter toute rencontre? Ou s'agit-il plus simplement d'un rejet de ma personne, du refus de ma main tendue? Quoiqu'il en soit, un simple accusé de réception m'aurait fait comprendre bien des choses et m'aurait permis d'espérer à une poursuite du dialogue entre nos deux communautés.

Vous me laissez entendre - toujours par personne interposée - que mes actions et mes propos vous heurtent. Je vous dis à mon tour à quel endroit je me sens personnellement heurté par votre comportement. L'apprenant de ma bouche, peut-être saurez-vous apaiser les malaises qui m'habitent les angoisses qui me torturent? Depuis des lunes, vous vous présentez comme les autochtones de ce «pays», le Saguenay-Lac-Saint-Jean, les seuls habitants qui ont droit d'en revendiquer la filiation; depuis des lunes, vous vous présentez comme des Inutsh, c'est-à-dire des

¹ Lettre ouverte adressée le 17 juillet 2000 à M. Clifford Moar, chef de la bande montagnaise de Mashteuiatsh. Elle a été publiée dans Le Quotidien, le 28 juillet 2000.

«êtres humains»; depuis des lunes, vous vous dites membres des «premières nations». je veux bien! Mais si je ne suis pas vous, qui suis-je? Quelles autres épreuves, que celle de la naissance sur cette terre, que celle de compter parmi mes ancêtres certains des vôtres, que celle d'avoir été créé à la même image; que celle d'œuvrer sans compter depuis mon tout jeune âge à l'avancement de notre pays me faudra-t-il affronter pour que je me sente Innu, un «être humain», un autochtone? Maintenant que vous m'avez tout enlevé par l'image exclusive que vous vous faites de vous, je vous demande de me définir? Dites-moi ce que je suis? Et je vous dirai si c'est ce que je pense de moi!...

Pour avoir étudié notre histoire commune pendant de longues années, je suis personnellement très sensible aux souffrances qui ont marqué votre peuple depuis les quatre derniers siècles. Mais qui vous assure que mon peuple à moi en a été exempt? Dans mes rêves, je vois deux familles longeant la même rivière, chacune son versant, sans jamais se rencontrer. La rivière descend, parfois tumultueuse et sinueuse. Nous buvons la même eau sans jamais nous parler et mangeons les mêmes poissons aux mêmes portages, à portée de voix, sans même nous regarder. Dans un tournant serré de la rivière, vous m'annoncez vouloir sauter sur ma rive pour pêcher ce qui me revient de droit depuis le début de ma route. Vous voulez provoquer cette rencontre avec un étranger qui assure vous appuyer contre moi. Plaît-il! Mais la suite n'a rien de certain. Car si c'est pour élargir la rivière, mettre des entraves et brouiller l'eau pour l'empoisonner, je vois difficilement le bienfait de la rencontre.

Le fossé qui se creuse de jour en jour entre nos deux peuples sous l'impulsion de cette entente insoutenable qui s'est ourdie dans notre dos, reste donc à combler, et j'aimerais m'y employer avec vous de ce pas. Croyez-moi sincèrement, les bruits nouveaux que j'entends tout autour sont de mauvais présages. Ce traité, dans l'esprit qu'il a été conçu, aura des effets irrémédiables qui commencent déjà à se manifester, et cassera l'anneau de la chaîne qui a uni nos destinées. Ne refusez pas ma main...

Avec tous mes respects, permettez, si je puis encore malgré votre démarche négationiste qui me heurte dans le plus profond de mon être, que je sois à tout le moins et encore,

Russel Bouchard

Annexe 3

Ces cimetières que vous réclamez sont aussi les miens! ¹

Chicoutimi, 17 juillet 2000

[M. Moar],

[Retour à la table des matières](#)

La semaine dernière, le Gouvernement du Québec et quelques fonctionnaires de Montréal ont annoncé que notre région, notre pays, celui de nos pères et de nos mères, sera dépecé et soulagé d'une partie de son territoire ancestral pour satisfaire aux revendications autochtones (et acheter ainsi, à vil prix, la paix sociale, «condition gagnante» incontournable à un référendum devant porter sur l'indépendance du Québec). Sans que les gens de ce «pays» n'en aient été avertis de quelque manière que ce soit, une portion du territoire de notre patrie est ainsi bradée à un groupe culturel particulier de notre communauté (les Montagnais de Mashteuiatsh) qui compte

¹ Lettre ouverte datée du 17 juillet 2000 et adressée à M. Clifford Moar, chef de la bande montagnaise de Mashteuiatsh. Rédigée dans la foulée de l'annonce du projet de traité concocté entre le gouvernement du Québec et les Inutsh, elle a été publiée sous le même titre dans Le Devoir du 20 juillet 2000 et dans le Progrès-Dimanche du 23 juillet 2000.

environ 1500 membres.¹ Cette manœuvre politique s'est ourdie précisément au moment où la population a l'esprit ailleurs, le cœur à la fuite, à l'oubli des contraintes de l'année et des menaces de l'avenir.

Comme l'an dernier à pareille date, alors que les bandes de Mashteuiatsh et de Bersimis annonçaient qu'elles acceptaient le deal (\$) sur le détournement de la rivière Manouane, une approche surprenante qui trahit l'âme de la rivière et contredit le discours faisant de vous les protecteurs inconditionnels de la nature sacrée et de l'environnement. Cette rivière monsieur Moar, c'était le lieu où j'aimais chasser, taquiner la truite, écouter le vent chanter dans les mille dédales de la forêt, sentir l'odeur de l'hiver prenant, flaner et méditer là où nos ancêtres ont passé, chassé, vécu, sont morts et enterrés. je n'irai plus jamais; elle a été saignée pour servir le dessein d'étrangers. je vous ai écrit pour en parler (24 juin 1999), vous dire ma douleur. Vous ne m'avez jamais répondu. Comme si je n'avais rien à voir avec cette partie de mon pays, partie de moi-même. Est-ce là le «partenariat» que vous me réservez dans le prochain traité?

Si notre peuple laisse passer ce prochain coup, il y aura bientôt dans cette contrée 1%, 2% d'une population qui dominera sur le reste, sans désir de partage, désolidarisée à mon endroit, investie de privilèges exclusifs et sans soumission aux mêmes devoirs. Est-ce là le destin voulu de deux frères sensés s'aimer et se respecter? Ce contentieux, il est entre vous et moi! je vous le demande: peut-on construire une société viable sur ce principe qui consacre la sélection des droits et privilèges sur l'hérédité, cet écueil où se sont fracassées tant de nations? L'heure est cruciale, tragique même! Nos gens doivent voir que c'est notre survie, notre existence commune qui sont en cause dans cette manœuvre gouvernementale d'un cynisme sans précédent dans notre histoire. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est menacé sur sa base même – l'intégrité du territoire, le sacré. Et avant de songer à faire un pays -le Québec - où nous serons quantité négligeable et négligée, une nation de deuxième ordre tassée et écrasée sous un drapeau qui ne respecte pas ses enfants de façon équitable, ne serait-il pas plus judicieux de réchapper ce qui reste du nôtre et se donner le courage qu'il faut pour refouler hors des murs de la Cité les étrangers (de Québec et de Montréal) qui nous dépouillent, nous divisent et nous mènent à notre perte?

Ces gens-là ont établi beaucoup de règles que les riches peuvent briser mais non les pauvres. Ils prélèvent des taxes sur les pauvres et les faibles pour entretenir les riches qui gouvernent. Ils revendiquent notre mère à tous, la terre, pour leur propre usage et se barricadent contre leurs voisins; ils la défigurent avec leurs constructions et leurs ordures. Cette nation est pareille à un torrent de neige fondue qui sort de son lit et détruit tout sur son passage.

Sitting Bull, chef sioux hunkpapa, 1875.

¹ Selon les statistiques (mars 2001) du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, la réserve de Mashteuiatsh comptait alors, à elle seule, 4 567 âmes, dont environ 1962 vivant sur la réserve, et 2 605 en dehors.

Selon les bribes obtenues lors d'une conférence de presse qui évitait visiblement de faire du bruit et d'éveiller les consciences assoupies, le territoire visé dans l'entente dissimulée comprend notamment et entre autres les lacs Onistagan, Alex, Connely, aux Rats, une partie de la ZEC de la rivière aux Rats et les monts Otish pour ne nommer que ceux-là (une superficie 6 fois 1/2 plus grande que l'île de Montréal). Or, ce territoire n'est pas qu'une forêt perdue au nord du Lac-Saint-Jean, qu'un territoire effleuré quelques mois par année par quelques familles de chasseurs montagnais. Ce territoire marqué par la rencontre d'hommes et de femmes confrontés à leur destinée commune, c'est tout autant celui du père Chapdelaine, celui de François Paradis qui l'ont enrichi de leurs cendres et qui l'habitent de leurs mânes; celui où tout un peuple, a pris racines dans la souffrance dignement acceptée parce que nourrie d'un vif sentiment d'appartenance qui transcende l'Esprit de la terre, parce que nourri de l'espoir de se fabriquer un pays, une patrie dans le sens le plus pur du terme.

Comprenez-moi bien! Moi-même métis par ma mère qui plante mes propres racines jusqu'à 5000 ans dans ce sol béni des dieux et dont les os nourrissent l'âme de cette terre (Saint-Onge et McKenzie), je n'entretiens aucun ressentiment à l'égard des Montagnais de ce pays, des Inutsh, c'est-à-dire des «êtres humains». Ils sont un peu moi et à ce titre je me sens un peu eux. Ce sont mes frères et mes sœurs, je les aime et les accepte pour ce qu'ils sont, pour leurs différences, pour ce qu'ils croient être, pour leur histoire qui est aussi la mienne, pour leur apport à cette petite portion d'humanité qui nous est commune. Mais pour reprendre l'esprit des ancêtres, Je nous rappellerai que nous appartenons à la terre plus qu'elle nous appartient. Elle est notre mère. Et il est conséquemment hors de question que j'accepte qu'on la dépèce comme une bête, comme une provision vulgaire pour quelque raison que ce soit. Surtout lorsqu'un gouvernement qui siège à Québec tel un état colonial étranger s'octroie, sans mandat, le droit perfide et condamnable de nous diviser pour parfaire son pouvoir et accomplir, contre nous, ses visées totalitaires.

Toutes les choses sont liées. Tout ce qui survient à la terre arrive aussi aux enfants de la terre. Si des hommes crachent sur le sol, ils crachent sur eux-mêmes. La terre n'appartient pas à l'homme; l'homme appartient à la terre. Cela, nous le savons. Toutes les choses sont liées comme le sang qui unit une famille. L'homme ne tisse pas la toile de la vie, il n'en est qu'un fil. Tout ce qu'il fait à la toile, il le fait à lui-même. Nous pouvons être frères, après tout; nous verrons...

Chef Seattle, 1854.

Les cimetières et les os des défunts que vous réclamez sont également les cimetières et les os que je réclame parce qu'ils sont aussi miens. L'Histoire, les rivières et les montagnes sacrées que vous revendiquez, je les revendique aussi, car elles sont miennes depuis qu'un premier groupement d'hommes et de femmes est arrivé ici pour en faire son pays, sa patrie. Vous avez projet de me couper des lieux de sépulture de mes ancêtres et de mes racines, vous niez une partie de ce que je suis: je vous dis que je ne puis me soumettre à telle déchéance! Vous accorder tout cela sans m'opposer avec toute la puissance de mon être, ce serait accepter l'exclusion, ce serait m'obliger à la mendicité de l'Histoire, ce serait me condamner à l'errance apatride. Comment, en toute logique, pouvez-vous m'imposer cette négation de l'Être, ces souffrances intérieures que vous reprochez à d'autres et à l'Histoire? En toute sincérité, je

crois que vous ouvrez la mauvaise porte pour assurer votre propre survie en tant que communauté culturelle qui se dit et se veut distincte.

Québec, la voisine capitale, aura beau nous imposer ses diktats politiques comme elle nous a habitués depuis quelque temps, elle ne pourra jamais imposer le bonheur qui ne peut être sans le respect mutuel, sans la paix. À cette étape de notre histoire commune, nos propres destinées, la vôtre et la mienne notamment, se rencontrent, et votre responsabilité ici est cruciale. Un traité conclu sans l'aval de l'un des deux partenaires directement impliqués - c'est-à-dire non soumis à un référendum au suffrage universel -, ne peut être que mauvais, source de tensions nouvelles, frontières inéprouvées entre les cœurs et les esprits. L'Histoire nous regarde. Soyons en dignes!...

Je reconnais aux Montagnais de Mashteuiatsh les droits humains qui sont miens, sans exception. J'exige d'eux qu'ils me retournent ce même respect, cette même reconnaissance, les mêmes droits et privilèges sur cette terre qui n'appartient qu'à nous, c'est-à-dire à tous ceux et celles qui l'habitent. Depuis plus de 5000 ans, ce pays est composé d'un bassin versant naturel INVOLABLE, INDIVISIBLE et INALIÉNABLE. Je m'opposerai à qui voudra rompre cette harmonie plusieurs fois millénaire. Et je rappelle à mes frères Inutsh que faire le jeu de l'actuel gouvernement de Québec - qui n'est pas le Parlement, seule instance habilitée par la constitution canadienne à trancher sur telle question - et accepter ce marché d'initiés sans que le peuple du Saguenay-Lac-Saint-Jean n'ait été consulté par voie de référendum, c'est accepter de faire un trait définitif sur les territoires restant pour les siècles et les siècles; c'est vous enfermer dans une logique qui ne pourra que vous être fatale parce qu'inéquitable et non fondée sur la réalité. Si l'affaire se conclut à votre avantage immédiat malgré notre refus de légitimer ce traité par la voie démocratique requise, il ne nous restera plus qu'à nous souhaiter mutuellement bonne chance. Car si une frontière - visible ou invisible - interdit à l'un de passer vers le soleil couchant, elle interdit également à l'autre d'aller vers le soleil levant...

Vous assurant de mes meilleurs sentiments, je suis, n'en doutez surtout pas,

Russel Bouchard

Annexe 4

À ceux et celles de mon Pays intime qui s'affrontent présentement pour la survie et la survivance ¹

[Retour à la table des matières](#)

« Au niveau de Nitassinan, trois précisions doivent être faites sans délai:

- a) en ce qui concerne la pratique de nos droits ancestraux sur les territoires municipaux, l'entente est claire à l'effet que le traité déterminera les effets et modalités d'exercices de nos droits ancestraux sur ces territoires;
- b) au niveau de la pratique de nos activités traditionnelles (Innu Aitun), des modalités particulières seront prévues au niveau d'ententes complémentaires à être négociées;
- c) au niveau du développement économique sur notre territoire ancestral le Nitassinan, [...] nous seront des acteurs incontournables dans la gestion du territoire, des ressources naturelles et de l'environnement et dans le respect de nos droits »

Voilà ce qu'écrivait textuellement M. Rémy Kurtness dans une lettre ouverte adressée à l'ex-premier ministre Parizeau, et publiée dans Le Quotidien du 6 septembre 2002. Dans ce projet de Traité, on ne peut être plus clair, trois signataires s'entendent et se reconnaissent des droits et prérogatives exclusifs et partagés sur la propriété du territoire, l'exploitation de ses ressources et le contrôle des populations

¹ Mot de circonstance, présenté le 19 septembre 2002 à la Maison d'Accueil de Chicoutimi, à l'occasion du lancement de l'opuscule titré L'Approche commune.

qui y vivent: 1) « le gouvernement du Canada »; 2) « le gouvernement du Québec »; et 3) « les premières nations de Mamuitun et de Nutashkuan » dont le ci-devant négociateur en chef menace de plonger le pays dans « une situation de crise » s'il n'obtient pas ce qu'il prétend être son dû. Pour ce qui est des populations rabaissées à la contre nature... d'allochtones (sic!) bien qu'elles constituent environ 98% des humains vivant sur les territoires tout aussi ancestraux du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, aucune mention, aucune reconnaissance, aucune référence à leur présence dans l'Histoire de ce « pays » qui est également le leur, aucune reconnaissance du « besoin de rattrapage socio-économique » comme on le prévoit pour les Inutsh à l'attendu numéro 10 de L'Approche commune, page 6. Bref, aucun respect! Mépris total! Néant!

C'est là tout le fond du problème: dans ce Traité, Nous n'existons pas!...

L'objectif souverain de ce combat, c'est donc le refus de l'exclusion, la redécouverte et la reconnaissance du Nous, le Nous collectif; c'est de prendre individuellement conscience que Nous appartenons à une Terre commune, ce « Pays intime » qui Nous vient d'un passé auquel sont associés en une même quête les souffrances et les rêves de nos ancêtres et de nos parents; c'est de prendre conscience que Nous sommes -citoyens de Mashteuiatsh, comme citoyens d'Alma, de Saguenay et de L'Anse-Saint-Jean - irrémédiablement soudés les uns aux autres par une histoire, par des valeurs, par une langue d'usage, le français qui tire sa richesse et sa personnalité de la langue montagnaise, et par une mémoire qui tire sa sève du même terreau. L'objectif, c'est encore et aussi de répandre l'idée que Nous sommes engagés à parts égales, l'un par rapport à l'autre, dans des défis qui Nous confrontent face à un avenir incertain et qui Nous associent dans la quête d'un rêve commun.

Voilà où se trouve l'intérêt réel et la seule issue souhaitable de cette lutte: faire renaître le sens commun, redessiner les contours d'une solidarité régionale, reconnaître la valeur constructive de chaque individu à travers l'intérêt collectif. Faire ressortir, du débat cette loi naturelle voulant que dans la société humaine l'intérêt des individus se trouve toujours dans l'intérêt commun; et que la justice pour soi n'est possible que dans la mesure où chacun s'emploie à l'assurer aux autres.

Si l'un de Nous, pour quelque raison que ce soit, dans son combat pour l'émancipation et le bonheur des siens, entend écarter, de ce « Pays intime », une seule personne; et s'il y réussit, c'est que Nous avons collectivement et individuellement échoué sur le vrai fond des choses. C'est que ce quiproquo déchirant n'aurait jamais dû quitter le néant. C'est que les 278 279 « êtres humains » de ce « Pays intime » ont perdu la lutte pour la survivance et la reconnaissance de leurs droits fondamentaux. C'est qu'ils ont perdu la lutte pour le respect, la dignité et la justice qui ne se peuvent concevoir sans un respect mutuel des besoins de chaque individu et de leur juste place dans l'ensemble; sans une quête de liberté elle-même conditionnelle à celle de la vérité toute simple; sans la restauration de la mission sacrée des institutions qui ne doivent leur raison d'être et ne peuvent justifier leur existence que pour le service qu'elles ont à offrir à la communauté régionale et aux citoyens qui la constituent.

Cela dit, à voir l'acharnement et l'entêtement que mettent les politiques de ce pays dans la conclusion de ce Traité aussi injuste qu'insensé, malgré la réprobation citoyenne quasi générale au sein des régions directement impliquées, je comprends aussi qu'il est un temps pour évaluer le degré de sa propre impuissance face à un

système complètement déphasé qui défie le bon sens avec tous les leviers qui lui sont confiés par la démocratie, d'un système qui souille sa propre morale en oubliant qu'elle est l'assise de sa propre continuité, d'un système dérégulé qui s'est engagé contre nature au-delà de ce que permet la tolérance du peuple. La suite ne m'appartient donc pas en propre: elle relève de l'éveil et de l'engagement de chacun des citoyens - toutes qualités et toutes origines confondues; des citoyens qui doivent cesser de s'en remettre aux autres pour libérer l'histoire de ses entraves et pour construire la société qu'ils entendent léguer à la postérité par leur mérite et à force d'engagement.

D'autre part, jusqu'à maintenant, dans tous les discours et toutes les sorties publiques où se sont manifestés les chefs et négociateurs ilnutsh, il a toujours été question des besoins de la communauté ilnut, de leurs souffrances et de leur vision des choses, ce qui est un point de vue; jamais il ne leur est venu à l'idée de Nous tendre leurs oreilles et Nous demander pourquoi Nous voyons leur projet d'un oeil différent? pourquoi ce Traité constitue une menace à nos yeux? pourquoi Nous le rejetons dans la forme imposée? Leur est-il seulement venu à l'esprit que Nous ne pouvons accepter que dans cette maison commune, la nôtre que nous reconnaissons être aussi la leur au même titre d'héritiers de l'Histoire, de cooccupants et de copropriétaires; leur est-il seulement venu à l'esprit dis-je, qu'ils s'activent à monter un banquet où il n'y a que trois chaises dans une table devant en compter quatre: celle du gouvernement fédéral, celle du gouvernement québécois, et la leur. Où est la nôtre, enfants et héritiers au même titre de ce Pays intime?!

Que ces chefs ilnutsh, qui plaident au nom de leurs communautés, et que ces négociateurs de Québec et d'Ottawa, qui parlementent en notre nom sans se soucier de nos propres points de vue, se le disent une fois pour toutes: Nous sommes, Nous aussi, Saguenéens, Jeannois et Nordcôtiers, de l'esprit, de la sève et de la couleur de cette Terre sacrée; et Nous n'accepterons jamais d'en être dépossédés ou écartés un tant soit peu par un Traité conclu sans Nous, un Traité qui Nous diminuerait à nos yeux, aux yeux de tous et aux yeux de la Loi. Cette Terre n'est à personne en particulier: elle est à l'Esprit qui l'a prêtée à ceux et celles qui y ont vécu et l'ont nourrie de leurs labeurs, de leur amour et de leur espérance, à ceux et celles qui y vivent dans ce même Esprit, et à ceux et celles qui entendent y mourir...

Russel Bouchard
L'Etre humain (Ilnut)

Annexe 5

Le dérapage du discours des chefs ilnutsh ¹

[Retour à la table des matières](#)

Depuis l'annonce de L'Approche commune, en juillet 2000, et depuis que la population régionale a pris conscience des dangers qui la menacent si jamais ce Traité est ratifié par les autorités responsables concernées, les négociateurs ilnutsh - curieusement assistés des nôtres dans leur plaidoirie! - ont adopté une bien curieuse attitude et une manière de notifier leurs désaccords qui est loin de rendre grâce à la diplomatie et à l'éloquence de leurs ancêtres. Le six septembre dernier, dans une lettre ouverte adressée à l'ex-premier ministre du Québec, M. Jacques Parizeau, le négociateur en chef des Ilnutsh, M. Rémy Kurtness, mettait sur le dos de « l'amertume » la vision politique librement exprimée par notre ancien chef, et menaçait même les Québécois de recourir à son « plan B »; une « ultime alternative », clamait-il alors, qui « risque de déclencher une conflagration »!

Cette menace, qui est loin de faire dans la nuance et qui en dit long sur l'état d'esprit de celui qui la profère et de ceux qui la soutiennent, aurait pu passer sous silence et être mise sur le dos de la fatigue et de la déception, si elle ne s'ajoutait à tant d'autres proférées depuis une décade; et si elle n'avait été suivie, dernièrement (Le Quotidien du 11 septembre 2002), d'une litanie d'injures adressées, par le même

¹ En réplique à la charge épistolaire du négociateur ilnut, Rémy Kurtness, à l'endroit de l'ex-premier ministre Jacques Parizeau (publiée dans Le Quotidien du 6 septembre 2002, sous le titre « Approche commune: une crise n'est pas à exclure »); et en réaction à la diatribe particulièrement mal inspirée du conseil des Montagnais de Mashteuiatsh (publiée dans Le Quotidien du 11 septembre 2002 sous le titre « Nelson Martin Dawson se fait répondre par le Conseil des Montagnais »).

négociateur, à l'historien Nelson-Martin Dawson qui a osé défier le discours ilnut en remettant dans une perspective historique qui lui est propre, leurs prétentions « ancestrales ».

Nullement préoccupés par les dangers que créent, pour la paix et le respect des différences, les conditions d'inégalités socio-économiques dans des sociétés en désintégration - comme celles du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord -, M. Kurtness et M. Moar disaient encore craindre pour la paix sociale et pour la sécurité de leurs enfants, et s'employaient à dénoncer, à juste titre d'ailleurs, une détérioration palpable de la qualité des relations entre nos deux communautés: est-il utile de préciser que pour « retrouver le niveau de respect [et] pour mieux communiquer » comme le plaidait alors le chef de Mashteuiasth (Le Quotidien du 14 septembre 2002), encore faut-il le mériter par la grandeur et la générosité de son discours, encore faut-il cesser de médire sur ceux et celles qui sont en désaccord avec leur projet, encore faut-il cesser d'étendre sur nos cieux « l'ombre d'Oka » et de « Burnt Church », et encore faut-il cesser de prétendre que ceux et celles qui, à l'exemple de « l'ancien premier ministre Parizeau, l'ancien maire de La Baie, Réjean Simard et, l'historien Russel Bouchard », sont les seuls à voir cette affaire de Traité d'un oeil différent.

Clouer au pilori un historien sous la lourde étiquette « d'opportuniste », en excommunier un autre sous l'étiquette de « raciste » et leur intenter un procès d'intention en les accusant publiquement de vouloir « se faire du capital politique à bon marché sur le dos des Innus » et de faire de leurs travaux « la job de bras des historiens politiciens » comme cela a été le cas pour M. Dawson (Le Quotidien, 11 septembre 2002) et moi-même (La Presse, 18 mai 1996), est un sentier fangeux qui ternit le discours des chefs ilnutsh depuis plusieurs années et qui envenime jour après jour le fond du débat. Comme ils en ont fait une habitude, les négociateurs ilnutsh ont effectivement développé cette fâcheuse manie de tirer sur le messager plutôt que de débattre sereinement sur la base des faits. N'aurait-il pas été plus sain et plus éclairant pour tout un chacun que ces grands chefs nous disent où M. Parizeau, où M. Lebel, où M. Dawson et moi-même avons erré dans nos analyses? pourquoi nous avons erré? et qu'est-ce qu'ils ont, eux, à nous proposer en retour pour étayer leur point de vue, pour Nous rétablir dans nos droits et Nous rendre justice? Le fardeau de la preuve et l'exercice de rapprochement qu'ils réclament leur incombent.

Du reste, si MM. Kurtness et Moar ont des informations pertinentes qui pourraient faire progresser le débat et nous les faire mieux comprendre dans leur quête, qu'ils nous expliquent dans le calme et le respect ce que nous ne savons interpréter! Et si, comme la sortie de M. Kurtness le porte à croire, les Ilnutsh ont à leur solde des historiens et des anthropologues qui nourrissent de leurs travaux et de leurs réflexions des visions totalement différentes sur notre passé collectif, que ces chercheurs se commettent eux-mêmes à leur corps défendant, que ces belles plumes subventionnées rendent publiques leurs liens d'affaires avec la partie ilnut et qu'ils fassent la démonstration, preuves à l'appui, de la démarche qui justifie leurs conclusions - et on verra alors si leurs avancées tiennent la route...

Certes, cela est un juste retour des choses en démocratie, les négociateurs ilnutsh et les chefs de ces communautés revendicatrices ont le fardeau de convaincre ceux et celles qui les contestent et qui questionnent la justesse de leur cause. Par conséquent, ces leaders sur qui pèsent les espoirs des citoyens qu'ils représentent, doivent comprendre et accepter que les gens qui ne partagent pas leurs vues ne sont pas pour autant leurs ennemis et qu'ils ont le droit d'exprimer librement leurs opinions et leurs

désaccords dans le respect des différences; et ils doivent également savoir qu'il ne peut y avoir de rapprochement sur la base d'une attitude fermée, belliqueuse et nourrie de préjugés.

Depuis que les citoyens du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord, toutes obédiences confondues, ont commencé à émettre des doutes bien marqués sur la pertinence de ce Traité particulièrement conséquent pour leur avenir commun, le négociateur en chef de Mashteuiatsh n'a pas desserré les dents et a même multiplié les attaques verbales incisives à leur endroit; n'hésitant pas à évoquer à plusieurs reprises des lendemains menaçants advenant l'échec des négociations. Il n'a eu de cesse d'exprimer des arguments incendiaires impropres à un homme investi d'une telle responsabilité, et il a pris l'habitude de confondre les points de vue politiques dans les attaques personnelles et le ressentiment. Comment peut-on, d'une voix, réclamer le respect de ses vis-à-vis, et, d'une autre voix, l'invectiver parce qu'il dit douter du bien-fondé d'un tel Traité, parce qu'il réfute son argumentation et qu'il s'y objecte par les canaux prévus par la démocratie?...

Russel Bouchard
15 septembre 2002

Annexe 6

Les droits ancestraux des Ilnutsh le lourd fardeau de la preuve leur incombe! ¹

Chicoutimi, le 12 octobre 2002

Mamselle Sylvie,

[Retour à la table des matières](#)

Je profite de la même enveloppe qui t'était réservée et que j'avais perdue sous une pile de documents, pour donner mon appréciation de ta lettre ouverte publiée ce matin dans *Le Quotidien*, sous le titre « Droits ancestraux: l'histoire à la rescousse ». Beaucoup mieux que la première, mais encore nettement imparfaite: des énoncés déjà connus et appréciés depuis les trois dernières années, merci de nous le rappeler, mais des énoncés sortis de leur contexte et abîmés d'assertions dont on ne peut, hélas, retracer les sources pour les éprouver, les valider et les apprécier.

« Il n'est pas obligatoire, prétends-tu, que la continuité ait été parfaite »; et tu dis encore qu'il « ne s'agit donc pas pour un groupe de prouver sa présence sur un territoire donné depuis des temps immémoriaux, mais depuis au moins le moment où la Couronne française a affirmé sa souveraineté. La Cour suprême a retenu l'an 1603, soit le moment de l'arrivée de Samuel de Champlain, comme date de rencontre

¹ Lettre ouverte adressée le 12 octobre 2002, à Sylvie Dusseault, historienne stagiaire du G.R.H, Chicoutimi, en réplique à la sienne titrée « Droits ancestraux: l'histoire à la rescousse », publiée ce même jour dans *Le Quotidien*.

des Couronnes française et autochtones (le terme Couronne est employé ici dans le sens de souveraineté). »

Ce qui n'est pas complètement faux, et bien loin d'être tout à fait vrai!

De fait, pour dire vraiment juste, il faut bien se mettre au parfum des articles 133-159, et référer, entre autres, aux paragraphes 144 et 145 du jugement Delgamuukw disant que.

1- « *Pour établir le bien-fondé de la revendication d'un titre aborigène, le groupe autochtone qui revendique le titre doit démontrer qu'il occupait les terres en question au moment où la Couronne [britannique] a affirmé sa souveraineté sur ces terres. La période pertinente pour établir l'existence de droits ancestraux autorisant l'exercice d'activités précises. Dans Van der Peet, j'ai statué, au par. 60, que « [l]a période que doit prendre en considération le tribunal pour décider si le droit revendiqué satisfait au critère de la partie intégrante de la culture distinctive de la collectivité autochtone qui revendique le droit en cause est la période qui a précédé le contact... » Cela découle du fait que pour définir les attributs fondamentaux et distinctifs des sociétés autochtones préexistantes, il faut se rapporter à une époque antérieure à l'arrivée des Européens. Les pratiques, coutumes et traditions qui ont pris naissance uniquement sous l'effet des influences européennes ne satisfont pas la norme établie pour la reconnaissance des droits ancestraux » (par. 144)*

2- « *Par contre, lorsqu'il est question de titre aborigène, la période de l'affirmation de la souveraineté est celle qui doit être prise en considération, et ce pour plusieurs raisons... (par. 145)*

Ce qui signifie plus exactement

Marnselle Sylvie, que:

Primo, lorsqu'elle réfère à la période aborigène, la Cour suprême parle des années « d'avant le contact avec les Européens », ce qui n'a rien d'une date statutaire puisque les contacts se font graduellement, au fil des années, selon qu'on soit sur la Côte-Nord du Saint-Laurent (1492), à Montréal (1535), au lac Champlain (1609), au lac Huron (1615), au lac Saintjean (1647), à la baie James (1670), et ainsi de suite en allant vers l'Ouest; lorsqu'elle réfère à l'occupation française, la Cour suprême parle plus justement de période de « premiers contacts avec les Européens » (avant 1763); lorsqu'elle réfère à la « Souveraineté » et à la « Couronne », la Cour suprême ne parle pas de « Couronne française » comme tu le prétends erronément, mais bien de « Couronne britannique » (de 1763 à 1867); et lorsqu'elle réfère à la période post-confédérative, la Cour suprême précise nommément, soit la « Couronne fédérale » soit la « Couronne provinciale » (de 1867 à nos jours).

Secundo dans le jugement Delgamuukw, le juge Lamer (par. 137) a établi que le titre aborigène - qui est un type de droit ancestral et plus particulièrement le droit au territoire lui-même« est la manifestation d'une conception plus large des droits ancestraux », et qu'il est, par conséquent, « distinct des autres droits ancestraux parce qu'il naît lorsque le rapport entre un territoire et un groupe « avait, pour sa culture distinctive, une importance fondamentale (par. 26) ». Ce qui veut dire en langage plus

clair, que pour déposer devant la Cour suprême une requête en vue d'établir le bien-fondé de la revendication d'un titre aborigène, le groupe « autochtone » (entendons la bande nucléaire, le clan ethnique) doit d'abord démontrer clairement qu'il occupait les terres revendiquées avant la Proclamation royale de 1763 (par. 144); et pour ce faire, il doit précisément établir la généalogie et les liens parentaux des chefs et des familles formant un groupe héréditaire donné (un exercice de preuve absolument incontournable et totalement impossible à établir pour le melting pot ilnut).

Tertio une fois le bien-fondé de la requête établie et acceptée par la Cour, il reste au groupe en question à obtenir la reconnaissance du titre aborigène. Et pour l'obtenir, il doit faire, encore là, la démonstration du degré de rattachement au territoire afin de permettre à la Cour d'établir la portée des droits ancestraux constitutionnels revendiqués (et à cette étape Mamselle Dusseault, il ne reste plus rien pour la nation ilnut).

Cela étant il n'est pas nécessaire, en effet « de faire la preuve d'une [continuité] d'occupation parfaite » (par. 153). Mais, encore faut-il prendre bien soin d'ajouter, pour ne pas mêler son monde, que cette fenêtre d'exception n'est accessible aux requérants que « dans la mesure où un lien substantiel entre le peuple et le territoire en question ait été maintenu » (par. 154); encore leur faut-il disposer d'un suivi historique clair d'un bout à l'autre du « spectre »¹; et encore leur faut-il prouver, si cette dernière raison est invoquée pour se libérer des deux premières contraintes, qu'elle a été déplacée ou refoulée par la marche du peuplement euro-canadienne ou par l'urbanisation d'un territoire spécifique. Ce qui, dans un cas comme dans l'autre, est une démarche de preuve absolument hors de portée du melting pot ilnut; communauté constituée, comme nous le savons tous, à partir d'une fabuleuse diaspora multi-ethnique (mic-macs, abénaquis, algonquins, montagnais, hurons, attikamekws, cris, français, canadiens-français, écossais, etc...) qui a marqué l'histoire du nord-est de l'Amérique du Nord, et qui s'est finalement retrouvée au cœur du Québec actuel, par le fait d'errance et de métissage, formant ainsi, après quatre siècles de coupages et de croisements inter-ethniques, l'actuelle nation ilnut (!) ...

Cela dit, il ne te reste plus qu'un vœu!...

Russel Bouchard

¹ « 138 Il ressort de l'arrêt Adams que les droits ancestraux qui sont reconnus et confirmés par le par. 35(1) s'étalent le long d'un spectre, en fonction de leur degré de rattachement avec le territoire visé. À *une extrémité du spectre*, il y a les droits ancestraux qui sont des coutumes, pratiques et traditions faisant partie intégrante de la culture autochtone distinctive du groupe qui revendique le droit en question. Toutefois, le fait que le territoire sur lequel l'activité est pratiquée a été « occupée et utilisée » ne suffit pas « pour étayer la revendication du titre sur celui-ci » (au par. 26 souligné dans l'original). Néanmoins, ces activités bénéficient de la protection de la Constitution. *Au milieu du spectre*, on trouve les activités qui, par nécessité, sont pratiquées sur le territoire et, de fait, pourraient même être étroitement rattachées à une parcelle de terrain particulière. [Et] *à l'autre extrémité du spectre*, il y a le titre aborigène proprement dit [qui] confère quelque chose de plus que le droit d'exercer des activités spécifiques à un site qui sont des aspects de coutumes, pratiques et traditions de cultures autochtones distinctives, [et qui est] le droit au territoire lui-même. » Jugement Delgamuukw, op. cit. (le soulignage est de moi).

Annexe 7

Vous avez dit... Nitassinan!? ¹

Chicoutimi, le 19 octobre 2002

Monsieur Beaulieu,

[Retour à la table des matières](#)

Je prends bonne note de votre opinion personnelle sur les droits ancestraux et de votre désaccord au sujet de la qualification du titre aborigène; mais je ne crois pas que vous avez réussi à consolider votre point de vue en tentant de me plaquer au sol avec l'épithète d' « extrémiste ». À défaut d'arguments chez mes détracteurs, voilà encore un ruban rouge à ajouter à ma collection de titres de noblesse décernés par vos généreux collègues institutionnalisés qui doivent leur bonne renommée et leur bonne fortune au juteux négoce qu'ils font de l'histoire et de la vérité dans le dossier autochtone. Comme tous ceux qui ont craché leur amertume sur mon nom et sur mes travaux au cours de la dernière décade, vous venez de vous disqualifier, vous aussi en ce qui me concerne, du privilège d'étendre la discussion et de questionner mon oeuvre.

Extrémiste, dites-vous?! Mais qu'entendez-vous par là au juste? Peut-on réellement être extrémiste dans le monde des idées? Si ma manière de voir les choses est extrême par rapport à la vôtre, c'est donc que la vôtre est extrême par rapport à la mienne! Où est la différence? Qui porte le bien? qui porte le mal dans ce monde manichéen que vous dessinez? Extrémiste?! Il est vrai, je vous le concède sur ce

¹ Lettre ouverte adressée à l'historien Alain Beaulieu (UQAM), en réplique à ses commentaires publiés dans la chronique de Kevin Dougherty, titrée « Continuous occupation hard to prove », et publiée dans le journal The Gazette du 19 octobre 2002, E4.

point, qu'il « est plus sécurisant d'intenter un procès d'intention aux autres, que de réfléchir sur sa propre pratique et ses fondements idéologiques » ¹

À moins que vous vouliez évoquer par là ma démarche citoyenne, mon engagement politique, mon refus de faire les frais de votre sentiment de culpabilité à l'endroit des Indiens? Si tel est le cas, alors que savez-vous de moi, au juste, pour épiloguer de la sorte sur ma manière de concevoir le monde et les hommes? Avez-vous pris conscience que dans ce dossier de l'Approche commune, des professionnels, des avocats, des politiciens, des lobbyistes, des anthropologues et des historiens de Montréal stimulés par des intérêts diamétralement opposés à ceux des Saguenéens, des Jeannois et des Nordcôtiers, se sont donné le mot pour contorsionner la vérité historique dans le but de changer fondamentalement le statut d'un pays, le nôtre, qui leur est totalement étranger? Avez-vous réalisé que vous avez mis et les pieds, et les mains, et le bec, et le tête, et la queue dans un milieu humain qui ne vous concerne en rien, sur une Terre et dans une histoire où se confrontent un passé et un présent qui ont bien peu à voir avec la nature de vos appointements et de vos élucubrations?

Par le commentaire du journaliste Dougherty, je crois comprendre du reste que vous avez été l'un des principaux concepteurs de la fameuse carte du Nitassinan; ce que j'ignorais totalement lorsque je vous ai écrit la mienne du 5 août 2000. Comprenez aujourd'hui que je me suis trompé en vous offrant ce bouquet. Le Nitassinan? Voilà d'ailleurs un point d'histoire qui mérite d'être débattu plus que tout autre, en tâchant de voir, au possible, dans quelle mesure des objectifs politiques et le montant de quelques subventions ont pu peser sur votre crayon? À vous entendre ce matin, je vois qu'il eût été naïf d'espérer trouver un seul esprit dégagé de toute compromission dans ce sérail de chercheurs copieusement subventionnés par le long house autochtone et les institutions universitaires qui leur sont inféodées. Vous n'avez pas idée combien il me tarde de voir la nature des outils qui vous ont permis de bricoler cette fameuse carte du Nitassinan...

Questionné au Cercle de Presse du Saguenay sur ce point d'ordre crucial que j'ai tenté de soulever à de multiples reprises au cours des trois dernières années, le 9 octobre de la présente le négociateur en chef Rémy Kurtness a répondu que « les contours de ce vaste espace fait suite à une exigence du fédéral en ce sens, [quel cela a été déterminé avec l'aide d'un historien [(!!!) et que] par le passé, il n'y avait pas de limites ou frontière à proprement parler » (sic). Des propos tirés textuellement du journal Le Quotidien du lendemain 10 octobre. Si je me réfère à cet aveu pour le moins surprenant qui jette un lourd discrédit sur l'intégrité intellectuelle de celui qui a tiré les joints de cette hallucinante mosaïque territoriale, comprenez encore que l'épithète d'extrémiste que vous m'avez accolée devient un réel compliment...

Russel Bouchard
Ad perpetuam rei memoriam

¹ Alain Beaulieu, « Les pièges de la judiciarisation de l'histoire autochtone », in R.H.A.F, printemps 2000, p. 550.

Annexe 8

De l'hérédité de l'inégalité des chances et du faux sens commun

« Comme la nature donne à chaque homme un pouvoir absolu sur tous ses membres, le pacte social donne au corps politique un pouvoir absolu sur tous les siens, et c'est ce même pouvoir qui, dirigé par la volonté générale, porte, comme j'ai dit, le nom de souveraineté. »

J.-J. Rousseau, Du contrat social

[Retour à la table des matières](#)

Les grands parmi les plus grands depuis Démosthène l'ont chanté en leurs temps - la solidarité et le sens commun sont à la base de la société primitive fondue dans la cité, de la nation s'exprimant dans l'État, de la civilisation marquant le pas dans l'histoire de l'humanité. L'un et l'autre de ces deux principes fondamentaux mettent ainsi en présence l'individu et la collectivité, et sont à l'origine du premier noyau humain qui a fait un jour que deux familles s'associèrent et conférèrent une partie de leur liberté naturelle au groupe pour accroître leurs chances de survie. Au nom de cette convention, au fil des siècles voire même des millénaires, des gens, des fratries, des groupes d'initiés, des ordres qui en ont résulté ont ainsi réussi à accumuler des richesses matérielles et des pouvoirs de toute nature sous prétexte sacré de suppléer aux disettes, palier à l'imprévu, résister à des ennemis communs, administrer le bien et la sécurité de tous pour le bonheur et le bénéfice de tous, du faible autant que du fort. Et ce qu'ils ont réussi à accumuler au fil des millénaires est devenu, par hérédité et par sociétés d'intérêts, source de la souffrance d'autrui, chaîne de l'esclavage des peuples de la Terre, fardeau de l'Histoire.

Sous sa forme nouvelle, mondialisation de l'économie et uniformisation des cultures aidant, la société s'est ainsi métamorphosée en un corps pervers qui a oublié sa seule raison d'être, l'entraide. Elle est devenue source des inégalités qui la désolidarisent, moteur de la pauvreté qui l'avilit, ferment des malheurs qui la divisent et des souffrances qui l'affligent. Le lien sacré unissant jadis les hommes entre eux n'existe donc plus! Solidarité de tous est devenue solidarité des uns contre celle des autres, solidarité des riches contre celle des esclaves, solidarité de la meute contre celle du troupeau. D'idéal de justice et de fraternité à atteindre qu'elle représentait initialement, la société pérennisée en un système qui consacre, comme une finalité, le principe de l'hérédité de l'inégalité des chances, se présente donc aujourd'hui comme l'antithèse de la société.

« *Qu'elle qu'en soit la forme* », écrivait l'humaniste américain Thomas Paine dans *Le sens commun*, la société « *est toujours un bienfait* ». Soit! Mais une société qui n'est plus solidaire n'en n'est plus une, et le système qui s'en réclame n'a plus de légitimité que celle conférée par ceux qui le manipulent. En conséquence, ce système doit être combattu, éliminé et remplacé par un autre basé sur la solidarité qui unit les membres par-delà l'intérêt individuel et qui en rétablit le sacré.

Russel Bouchard,
3 juillet 2000

P.-S. « Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes: que tous les hommes naissent égaux; que leur Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que, pour garantir ces droits, les hommes instituent parmi eux des gouvernements dont le juste pouvoir émane du consentement des gouvernés; que si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître ces fins, le peuple a le droit de le modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement qu'il fondera sur tels principes, et dont il organisera les pouvoirs selon telles formes, qui lui paraîtront les plus propres à assurer sa sécurité et son bonheur. La prudence recommande sans doute de ne pas changer, pour des causes légères et passagères, des gouvernements établis depuis longtemps. Aussi a-t-on toujours vu les hommes plus disposés à souffrir des maux supportables qu'à se faire justice en abolissant les formes auxquelles ils étaient accoutumés. Mais lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de les soumettre à un despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir, de rejeter un tel gouvernement et de pourvoir à leur sécurité future par de nouvelles sauvegardes. »

Extrait du
«Préambule de la déclaration d'indépendance» américaine,
4 juillet 1776.

Annexe 9

Les droits collectifs, les droits individuels et les « gosseux de poils de grenouilles » de M. Chevrette!!!

[Retour à la table des matières](#)

«*Chevrette craint le pire sur la Côte-Nord* », titrait à sa une le journal *La Presse* du samedi 26 octobre 2002: « *Quand c'est rendu que des enfants autochtones se font pointer du bout d'un fusil dans la forêt par un groupe de Blancs, il y a de quoi s'inquiéter.* » Il faut désamorcer la crise au plus sacrant, « sinon, ça va non seulement continuer à se battre, mais peut-être même s'entre-tuer ».

La panique quoi!

Nommé le 2 octobre dernier par le chef du gouvernement du Québec, pour agir comme pompier de service dans le dossier de *l'Approche commune*, l'ex-ministre péquiste, Guy Chevrette, avait effectivement l'émoi facile, un bon fagot d'épithètes de réserve pour servir à ses opposants récalcitrants et un désert de mots pour décrire l'ampleur de la crise ethnique dont il a senti le souffle chaud au terme de sa première tournée d'enquête effectuée au Saguenay-Lac-Saint-Jean-Côte-Nord. L'architecte de ce gâchis fumant, avoue « *ne pas comprendre* »¹ l'agitation sociale qui secoue Sept-Iles et ses environs depuis quelques semaines. Maintenant qu'il a engagé le lourd mouvement de cet engrenage infernal, ce petit monsieur tout ahuri, n'en finit plus aujourd'hui de s'agiter dans les médias locaux et nationaux; clamant chez les uns son inquiétude de voir ce conflit racial dégénérer en confrontation armée; et mettant en

¹ Tristan Péloquin, « Chevrette craint le pire sur la Côte-Nord », *La Presse*, 26 octobre 2002.

garde chez les autres, cela est une sorte de marque de commerce chez lui, les « *gosseux de poils de grenouilles [qui] auraient envie de chipoter sur les détails* »¹ !

Dans le présent contexte où se confondent allégrement les genres, peut-on se réjouir vraiment de voir ainsi M. Chevette se balader au beau milieu du sinistre avec un contenant de propergol dans une main et un boutefeux dans l'autre? Dans les circonstances actuelles, où le sapeur-pompier est celui-là même qui a mis le feu à l'abattis (en 1994) en soufflant de tous ses poumons sur une braise qui ne s'éteint jamais complètement malgré les avis répétés à la prudence (on parle ici évidemment du racisme), la question mérite en effet d'être posée. Avouons, d'ailleurs, que les dernières déclarations de cet invectif public et le constat peu reluisant qu'il fait des conséquences de son propre travail alors qu'il était ministre délégué aux Affaires autochtones, n'ont rien pour nous rassurer du résultat de sa dernière mission et des remèdes qu'il va proposer au gouvernement pour corriger la situation, lors de la Commission parlementaire prévue à cet effet en février prochain.

Il ne vous échappera pas, sans nul doute, que le racisme n'est jamais la cause d'un problème de société; mais la conséquence d'une injustice, l'expression d'une crainte, d'une peur manifeste, d'une impuissance eu égard à ceux qui l'occasionnent avec l'appui de ceux qui en profitent. Le fait est que ces alchimistes improvisés en redresseurs de torts ont cette fâcheuse tendance à confondre le symptôme à la maladie, et ils ont cette fâcheuse manie de proposer des calmants plutôt que de guérir le mal à sa racine (sans jeu de mots).

Ils voient la collectivité humaine confiée à leur gouverne, comme un amalgame d'individus dissociables par champs d'intérêts corporatistes ou individuels. Ils ne comprennent pas que ces citoyens sont les fruits de l'arbre de la solidarité humaine et qu'ils sont menacés de mort s'ils en sont dissociés pour quelque raison que ce soit. Incapables de se remettre en question sur l'essentiel, ces maîtres de la confusion s'agitent en despotes et, à défaut d'arguments pour expliquer le mal qu'ils ont créé, fustigent ceux et celles qui les critiquent; ils refusent d'assumer leur errance et tentent de désamorcer au cas par cas les foyers de rébellion qu'ils ont eux-mêmes allumés, conséquences manifestes de leur politique défailante à l'endroit d'une collectivité donnée. Ils confondent iniquité et injustice, droit naturel et droit civil, et évitent de considérer le vrai fond du problème qui est la considération, par l'ensemble, des droits, besoins et devoirs de chacun évoluant dans le cadre de la fraternité.

Bref, ils sont tout à fait incapables de faire la différence entre *droits collectifs*, qui relèvent des lois naturelles de l'espèce humaine et qui réfèrent au territoire, à son utilisation, à son patrimoine et à ses ressources et *droits individuels*, qui relèvent des lois humaines. Ils ne semblent pas en mesure de comprendre que la reconnaissance et la définition des premiers droits assurent, par voie de conséquence, la nature, les assises, le respect et l'articulation des seconds. En fait, c'est ce principe qui est à la base du sens commun, un terme qui, manifestement, ne semble pas faire partie du vocabulaire de ces fabricants de malheur et de pauvreté! Quand les citoyens « *n'aperçoivent plus le lien étroit qui unit la fortune particulière de chacun d'eux à la*

¹ Jean-Simon Gagné, « Les droits de chasse et de pêche au cœur de la négociation », *Le Soleil*, 25 septembre 2002.

prospérité de tous », ¹ notait ainsi Alexis de Toqueville dans son oeuvre maîtresse, la démocratie est en péril. Et nous y sommes!

Voilà où se situe l'ampleur réel du drame, monsieur Chevrette! Non pas dans des rencontres isolées avec des préfets de M.R.C. sympathiques au régime quelques soient ses égarements, avec des individus mécontents ou avec des groupes d'intérêts qui crient plus fort que les autres, qui menacent de barrer des routes où de vendre leurs votes au parti le plus conciliant; mais dans la reconnaissance de la collectivité laissée-pour-compte (et dans ce cas-ci cette collectivité régionale représente environ 98 % de la population impliquée), dans la définition et le respect de ses droits, et dans le partage des droits et devoirs citoyens en fonction du contrat social qui donne un sens à la liberté et à la justice...

Russel Bouchard « *Un gosseux de poils de grenouilles* »

26 octobre 2002

¹ Alexis de Tocqueville, [*De la démocratie en Amérique*](#), chapitre 14. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales]